adf
AFRICA DEFENSE FORUM

SERVIR UNE NATION

Renforcer les relations civilo-militaires grâce à la supervision, la responsabilisation et l'éthique

PLUS

Une conversation avec le lieutenant-général Dennis Sitali Alibuzwi, commandant de l'Armée de terre de Zambie

VISITEZ-NOUS SUR ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES

articles

8 Laisser les citoyens et la constitution montrer la voie
Le contrôle des forces armées par les civils reste un modèle durable en dépit des coups d'État et des revers

14 « Nous sommes l'ultime défense de cette nation »
Le lieutenant-général Dennis Sitali Alibuzwi, commandant de l'Armée de terre de Zambie, parle de l'engagement de ses forces armées envers le maintien de la paix et le service

18 Une force réformée
Après plusieurs années de guerre civile et de reconstruction, l'armée du Liberia s'affirme en Afrique de l'Ouest et au-delà

24 Le deuxième champ de bataille
Alors qu'une insurrection continue dans le nord du Mozambique, les soldats gagnent du terrain grâce aux opérations civilo-militaires

32 La nouvelle voie de la paix
La Fondation Principes pour la paix offre des ressources et des stratégies pour les pays essayant de résoudre les conflits

38 Le maintien de la paix qui place les gens en premier
Les protestations contre les Casques bleus de l'ONU compromettent les missions. Les experts proposent des méthodes pour obtenir de nouveau le soutien des communautés hôtes

44 Les enfants du désespoir
Alors que les attaques militaires et le factionnalisme réduisent leurs effectifs, les extrémistes se tournent vers les enfants soldats dans le bassin du lac Tchad

50 Les ressources naturelles pour le bénéfice de tous
Les conflits liés aux ressources et la gestion incompétente déstabilisent et heurtent les relations civilo-militaires. Cela peut être évité

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

30 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

Africa Defense Forum est disponible en ligne.

Veuillez nous rendre visite sur adf-magazine.com

SUR LA COUVERTURE : Le modèle de l'armée au service de la nation et subordonnée aux élus civils est menacé par les coups d'État mais il reste le modèle le plus durable pour assurer la stabilité et la bonne gouvernance.

ILLUSTRATION D'ADF

POINT DE VUE

Lorsque les relations civilo-militaires sont déséquilibrées, une nation entière peut sombrer dans le chaos.

Au cours des dernières années, l'Afrique a été affectée par une série de coups d'État militaires. Le Burkina Faso, le Gabon, la Guinée, le Mali, le Niger et le Soudan ont tous subi un transfert de pouvoir non démocratique. Les détails sont différents pour chaque pays mais le modèle est le même. Les putschistes justifient leurs actions en accusant les gouvernements d'être inefficaces, corrompus et autoritaires. Les chefs civils destitués blâment les soldats assoiffés de pouvoir. Le coup d'État laisse le pays avec moins de sécurité et un isolement diplomatique.

Les experts déclarent que les coups d'État sont le symptôme d'un plus grand dysfonctionnement dans la dynamique civilo-militaire. Lorsqu'elle fonctionne correctement, la relation est une aubaine pour les citoyens, les élus et les forces armées. Ils ont tous un rôle important à jouer et ils peuvent tous bénéficier.

Dans les armées efficaces, les membres des services sont formés pour être loyaux à la constitution et pour rester apolitiques. La soumission à l'autorité civile est enseignée pendant la formation de base et renforcée dans toute la carrière militaire. Les civils, à leur tour, effectuent la supervision par l'intermédiaire de mécanismes tels que les comités parlementaires, le secteur judiciaire, les groupes de la société civile et les médias.

Un grand nombre de pays africains ont fait de grands progrès dans l'institutionnalisation des relations civilo-militaires depuis les premières années de leur indépendance, lorsque les dictatures militaires étaient courantes. Les pays investissent dans l'éducation militaire professionnelle. Ils s'assurent que le secteur de la sécurité travaille pour le public grâce à des efforts centrés sur les civils, tels que la réponse aux catastrophes, la construction de l'infrastructure et les projets humanitaires. Les organisations régionales œuvrent pour solidifier les normes démocratiques et arbitrer en cas de dispute civilo-militaire.

Mais il y a fort à faire. Il existe toujours de nombreux cas dans lesquels les forces armées sont politisées et agissent contrairement à leurs obligations constitutionnelles. Les soldats qui sont souvent frustrés par la corruption ou les pertes dans le combat contre l'extrémisme violent considèrent les coups d'État comme une solution rapide.

Le rééquilibrage de cette relation est une tâche pansociétale mais les membres des forces armées restent la dernière ligne de défense. Ils doivent renforcer leur professionnalisme et leur responsabilisation au sein de leurs rangs et résister à toute tentation de saisir le pouvoir à la pointe d'un fusil. Lorsqu'ils réussissent, les avantages se font sentir pour les générations à venir.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Des soldats des Forces armées du Ghana transportent des médicaments et des articles hygiéniques donnés qui seront distribués dans les écoles de Savelugu (Ghana).

SERGENT D'ÉTAT-MAJOR AMY YOUNGER/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

adf AFRICA DEFENSE FORUM

Les relations civilo-militaires

Volume 16, 4ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

La CEDEAO et « la poursuite de la paix, la sécurité et la stabilité »

Le Dr Omar Alieu Touray est un diplomate gambien qui a été nommé président de la Commission de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2022. Il était antérieurement ambassadeur et représentant permanent de la Gambie à l'Union africaine, et ambassadeur en Éthiopie. Il s'est exprimé le 28 mai 2023 pour commémorer la journée de la CEDEAO lors du 48ème anniversaire de sa fondation. Ses remarques ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.

LUKASZ KOBUS

Le vice-amiral Seth Amoama (à gauche), chef d'état-major de la défense du Ghana, accueille les participants au comité des chefs d'état-major de la défense de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest à Accra le 17 août 2023. AFP/GETTY IMAGES

Chaque année le 28 mai, nous célébrons la journée de la CEDEAO pour honorer la vision de nos pères fondateurs et l'énorme sacrifice de nos états membres et nos citoyens afin de créer un seul espace socio-économique et politique dédié à la paix et la prospérité pour tous.

Pendant 48 années, notre sens de la communauté est resté fort face aux défis, et notre engagement envers le développement inclusif et durable est resté robuste. Nous remercions les chefs d'état et de gouvernement qui ont maintenu une posture résolue et cohérente concernant la vision de nos pères fondateurs, en investissant toutes les ressources nécessaires afin de préserver la communauté, et pour la solidarité, pour l'avancée de notre programme d'intégration socio-économique et la poursuite de la paix, la sécurité et la stabilité. Pour la gestion des institutions de la CEDEAO, nous avons du pain sur la planche puisque les questions clés qui confrontent notre région sont palpables.

Dans le domaine de la paix et la sécurité, [nous] sommes confrontés par la persistance des conflits violents et du terrorisme. Et nous vivons chaque jour avec les tristes nouvelles de la perte des vies et des biens. Nous avons vu beaucoup de cycles d'élection chez nos états membres mais la violence continue à gâcher les succès enregistrés. Au Mali et au Burkina Faso, l'intensité de la violence est préoccupante. Nous condamnons fortement la violence et sympathisons avec les familles affectées et les autorités. Nous répétons notre demande d'un soutien international dans notre région pour la lutte contre le terrorisme et d'autres formes de crime organisé.

La situation humanitaire empire, non seulement à cause des conflits mais aussi par suite du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. La crise économique mondiale, qui se manifeste sous forme de la montée des prix de la nourriture et du carburant, est un autre défi qui met à l'épreuve notre résolution de sécurité collective et d'autonomie.

Pour l'amélioration de la paix et de la sécurité, nous mettons en œuvre le plan d'action de la CEDEAO contre le terrorisme et nous œuvrons pour renforcer la force en attente de la CEDEAO pour soutenir la lutte contre le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement. Nous adressons aussi la prolifération des armes légères et de petit calibre, nous améliorons la capacité de nos états membres contre les cyberattaques et nous opérationnalisons l'architecture de sécurité maritime avec la pleine opérationnalisation des trois zones maritimes de surveillance et de patrouille.

En ce qui concerne la bonne gouvernance et la stabilité politique, nous avons doublé nos engagements de diplomatie préventive dans les pays sujets à des élections et avons maintenu la surveillance et le soutien des transitions politiques au Mali, au Burkina Faso et en Guinée.

En outre, nous nous sommes concentrés davantage sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, nous avons allégé le fardeau des déplacés internes et des réfugiés dans notre région ; nous avons bâti une infrastructure des transports et de l'énergie pour obtenir un développement inclusif et durable. Les institutions capables et les partenariats équitables sont des facteurs vitaux de notre travail et de nos résultats.

En outre, nous remercions beaucoup nos partenaires pour leur soutien de développement maintenu. Ils sont restés constants pour œuvrer avec nous afin de promouvoir le développement et relever les défis dans certains domaines d'intérêt mutuel. Nous restons ouverts à des collaborations additionnelles et des partenariats améliorés.

À l'avenir, nous avons l'intention de rendre notre travail plus visible pour nos citoyens, de mettre en œuvre des projets ayant un impact direct sur la vie et les moyens de subsistance, et d'améliorer la responsabilisation face à nos parties prenantes.

L'AFRIQUE CONSIDÈRE LES OPPORTUNITÉS POTENTIELLES DE L'ESPACE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Après des dizaines d'années sur la touche, les pays africains se hasardent dans l'industrie de l'espace en espérant d'être récompensés dans les secteurs de l'agriculture, la prévention des catastrophes et la sécurité.

La Côte d'Ivoire, qui a accueilli la conférence « NewSpace Africa » en avril 2023 organisée par l'Union africaine, a annoncé la création d'une agence spatiale et prévoit de construire le premier nanosatellite ivoirien d'ici à 2024. Les nanosatellites ont une masse comprise entre 1 et 10 kg. Vers la même époque, le premier satellite opérationnel du Kenya a été mis en orbite par une fusée SpaceX lancée depuis les États-Unis.

Les deux pays suivent ainsi la voie des pionniers du continent africain que sont l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Algérie et l'Égypte. Cette dernière est le premier pays africain à avoir envoyé un satellite dans l'espace en 1998. Selon le coordinateur du programme spatial de l'UA, Tidiane Ouattara, une quinzaine de pays africains ont une agence spatiale.

En 2018, l'UA a adopté des statuts pour la création de l'Agence spatiale africaine, qui sera basée au Caire près de l'Agence spatiale égyptienne, afin de promouvoir la coopération entre les pays membres de l'UA.

Selon l'organisation non gouvernementale Space Generation Advisory Council, basée à Vienne, les pays africains ont lancé 41 satellites depuis 2016. Les leaders sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte et le Nigeria. Seulement neuf satellites ont été conçus et fabriqués dans les pays africains. Les pays étrangers ont fourni les autres, y compris les installations de lancement.

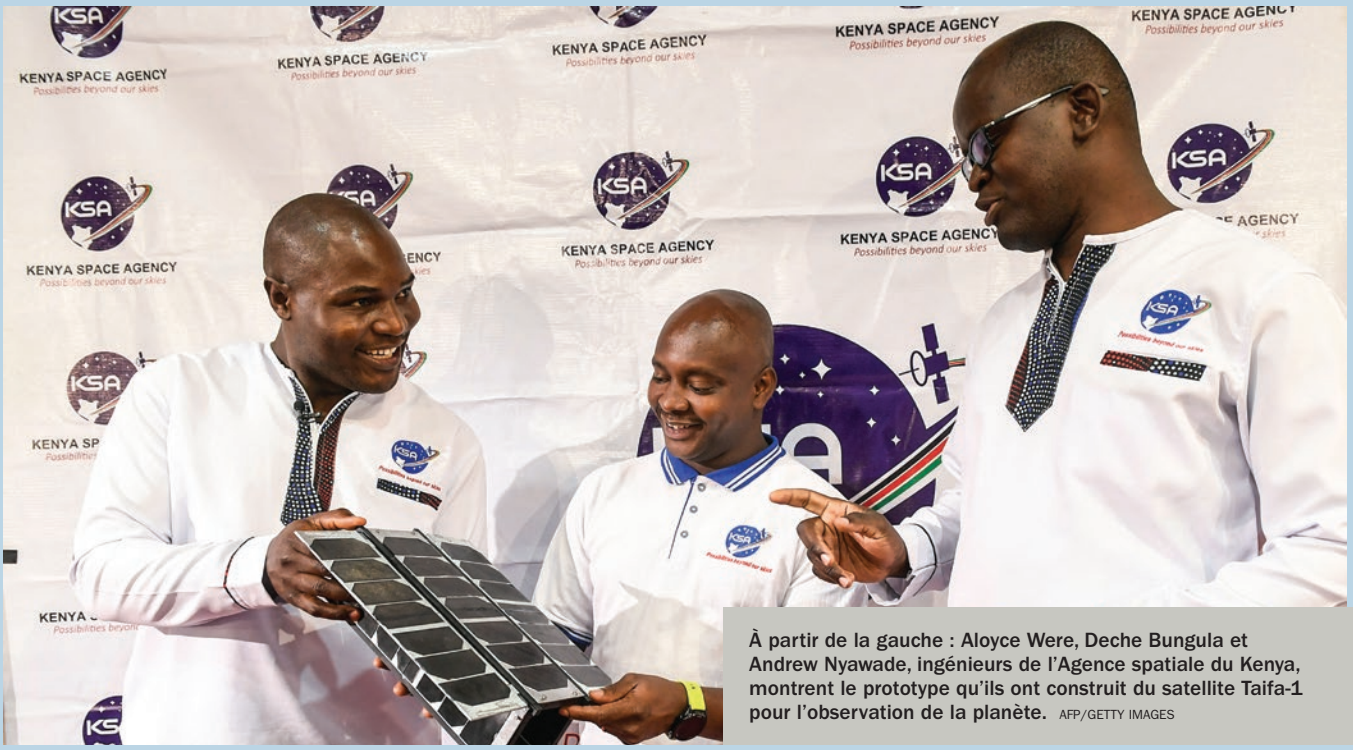
Les experts déclarent que le coût, qui représente le plus grand obstacle à l'entrée dans l'espace, est en baisse grâce à des composants moins chers et la miniaturisation qui réduit le poids des satellites.

« L'espace ne coûte plus cher, plus du tout », déclare Tidiane Ouattara. Fabriqué par les universités africaines, le coût de production d'un nanosatellite se situe entre 50.000 et 100.000 dollars, dit-il.

Une priorité majeure pour les pays africains est l'observation de la planète : des satellites qui surveillent la couverture nuageuse, la pluviosité, les inondations, la sécheresse et les phénomènes liés, déclare Mamadou Sarr, directeur de l'Organisation régionale africaine de communication par satellite. Cela peut être utile pour l'agriculture.

Les satellites peuvent aussi jouer un rôle sécuritaire en surveillant la pêche côtière et le mouvement des extrémistes violents qui déstabilisent le Sahel et le Nord du Mozambique.

Les communications représentent un autre gros marché. L'Afrique s'est convertie rapidement à la technologie satellitaire ; celle-ci, en compagnie des réseaux pour téléphones mobiles, l'a aidée à devancer les réseaux à fils de cuivre.



À partir de la gauche : Aloyce Were, Deche Bungula et Andrew Nyawade, ingénieurs de l'Agence spatiale du Kenya, montrent le prototype qu'ils ont construit du satellite Taifa-1 pour l'observation de la planète. AFP/GETTY IMAGES

LA SOMALIE

se prépare à prendre la relève alors que l'Atmis se retire

PERSONNEL D'ADF

Après 18 ans et trois missions multinationales de maintien de la paix, la Somalie va enfin prendre le contrôle de sa propre sécurité. La mission de transition de l'Union africaine en Somalie (Atmis) retire ses soldats de ce pays de la Corne de l'Afrique en proie à des conflits.

L'Union africaine retirera ses troupes progressivement et stratégiquement, un secteur après l'autre, dans le but de mettre fin à l'Atmis au plus tard le 31 décembre 2024. Les soldats du Burundi, de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya et de l'Ouganda participent à la mission.

En même temps que les soldats de l'Atmis se retirent, les soldats somaliens terminent leur formation à l'étranger. L'objectif consiste à achever la préparation de 15.000 soldats avant la fin 2023, déclare Hussein Sheikh-Ali, conseiller à la sécurité nationale du président somalien Hassan Sheikh Mohamoud.

Le personnel de l'Atmis et de la Force de police de Somalie montent la garde dans l'enceinte du ministère de la Justice à Mogadiscio en mars 2023.

ATMIS

Le plan prévoit de remettre la responsabilité de la sécurité aux forces somaliennes tout en consolidant et préservant les gains enregistrés contre l'insurrection des shebabs par l'Atmis et la mission de l'Union africaine en Somalie, qui avait précédé l'Atmis de 2007 à 2022.

Amani Africa, groupe de réflexion de politique basé à Addis-Abeba (Éthiopie), a noté dans un rapport publié le 28 avril 2023 que l'Atmis continue à affronter un « manque de financement grave » alors que la transition se poursuit. Malgré cela, l'Atmis a fait des « progrès notables » en conduisant des opérations cinétiques conjointes avec les forces de sécurité somaliennes contre les militants des shebabs depuis août 2022.

Selon un plan en quatre étapes, les effectifs de l'Atmis diminueraient de 18.586, le niveau actuel, à un peu plus de 9.500 au terme de la période de transition à la fin 2024. La Somalie a l'intention d'augmenter progressivement ses effectifs à environ 23.000 et de prendre le contrôle lorsque l'Atmis se retirera complétement.

Au moment où le premier retrait de troupe était proche, les présidents des pays contributeurs de soldats de l'Atmis se sont réunis le 27 avril 2023 à Entebbe (Ouganda) pour parler de la mission et du retrait prochain. Après leur réunion, les responsables ont émis un communiqué demandant une « augmentation du soutien logistique aux Forces de sécurité somaliennes » et en réaffirmant les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies cherchant une « approche stratégique, progressive, secteur par secteur pour le retrait ». Le communiqué a aussi souligné l'importance de la protection de la force, par exemple le soutien aérien. Le document demande aussi que le Conseil de sécurité lève l'embargo d'armes de la Somalie pour que le pays puisse satisfaire à ses besoins sécuritaires.

Le communiqué demande à l'UA et ses partenaires de fournir un financement adéquat pour soutenir l'Atmis jusqu'à la fin de son mandat.

DES CHEFS MILITAIRES DE HAUT

RANG PARTAGENT LEUR EXPERTISE À ALFS 23

PERSONNEL D'ADF

Des chefs de haut rang des forces terrestres se sont réunis à Abidjan (Côte d'Ivoire) en mai 2023 pour la Conférence au sommet des forces terrestres africaines afin de parler des menaces communes et du besoin de coopérer, alors que les extrémistes du Sahel avancent vers la côte d'Afrique de l'Ouest.

« Les forces terrestres doivent converger et œuvrer ensemble », a déclaré le major-général Christopher Musa, commandant de corps d'infanterie de l'Armée de terre du Nigeria. « La guerre asymétrique exige la participation de tous, une approche pan-sectorielle, panrégionale. C'est pourquoi il est important pour nous de nous réunir et d'examiner tous les défis que nous affrontons et la meilleure façon de les gérer. »

Les chefs militaires et autre personnel de haut rang de 39 pays africains ont participé à la conférence de cinq jours, en compagnie des représentants d'organisations telles que l'Union africaine et les Nations unies. L'événement a été co-hébergé par la Force opérationnelle d'Europe du Sud de l'Armée de terre des États-Unis pour l'Afrique.

Les discussions de groupe ont couvert les opérations de maintien de la paix en Afrique, la lutte contre les organisations extrémistes violentes, les facteurs de l'instabilité et l'importance des équipes de commandement.

Le lieutenant-général Dennis Sitali Alibuzwi, commandant de l'Armée de terre zambienne, a déclaré que les chefs militaires se sentent souvent limités et incapables de « parler librement » avec leurs homologues sur le continent, mais il pensait qu'à la fin de la conférence ils verraient les avantages de ces échanges francs.

« Les armées africaines ont des doctrines, des antécédents et des historiques différents ; donc, en fusionnant toutes ces expériences, je suis certain que des solutions seront trouvées pour relever les défis africains auxquels nous faisons face », a-t-il dit.

Lassina Diarra, chercheur au Centre pour les stratégies et la sécurité pour le Sahel Sahara, a parlé de l'intention des groupes terroristes visant à s'agrandir et les efforts pour bloquer ces mouvements. Il dit que la clé de la lutte contre le terrorisme consiste à mener des efforts collaboratifs multi-niveaux.

« Le terrorisme transfrontalier exige une coopération au niveau international, régional, sous-régional et bilatéral, dit-il. Mais certains états ont choisi d'aller chercher des mercenaires avec lesquels coopérer au lieu de coopérer avec les états dans la lutte contre le terrorisme. »

Les chefs militaires visitent l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme à Jacqueville (Côte d'Ivoire) pendant la Conférence au sommet des forces terrestres africaines 2023.

CAPORAL-CHEF ALIJAH DORITY/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

LAISSER LES CITOYENS ET LA CONSTITUTION MONTRER LA VOIE

Le contrôle des forces armées par les civils reste un modèle durable en dépit des coups d'État et des revers

PERSONNEL D'ADF

Dans la salle du Sénat à Abuja (Nigeria), quatre candidats au poste de chef de branche militaire se sont exprimés l'un après l'autre pour montrer qu'ils pouvaient assumer cette responsabilité. Chacun a présenté ses antécédents et décrit sa vision pour améliorer la sécurité du pays.

« Sous ma direction, les forces armées continueront à servir le peuple nigérian consciencieusement et conformément à la Constitution de la République fédérale du Nigeria et aux autres lois en vigueur de la fédération », a déclaré le major-général Christopher Musa, chef d'état-major de la Défense, aux sénateurs en juillet 2023.

Ensuite, les sénateurs ont interrogé les candidats pendant trois heures avant de les confirmer tous les quatre.

Ceci pourrait apparaître comme un processus anodin mais il concrétise un principe vital : le contrôle des forces armées par les civils.

Le principe selon lequel les civils devraient contrôler l'armée remonte à plusieurs centaines d'années. Les pays qui l'adoptent ont déterminé qu'une armée qui rend des comptes et qui n'est pas politique est mieux capable de fournir la sécurité sans succomber à la tentation de saisir le pouvoir.

Ce concept et d'autres ont été consacrés dans la charte de l'Union africaine en 2007, qui fait appel au « contrôle civil constitutionnel sur les forces armées et les forces de sécurité pour assurer la consolidation de la démocratie et de l'ordre constitutionnel ».

Malgré une série récente de coups d'État, les sondages indiquent une forte préférence pour les régimes civils sur le continent. Selon un sondage de l'Afrobarometer en 2021, 75 % rejettent les régimes militaires et 69 %

La cérémonie d'inauguration présidentielle du Nigeria met l'accent sur le contrôle des forces armées par les civils. Ce concept a été sujet à des défis à travers l'histoire mais reste le modèle le plus fiable pour atteindre la sécurité. REUTERS

> « Sous ma direction, les forces armées continueront à servir le peuple nigérian consciencieusement et conformément à la Constitution de la République fédérale du Nigeria et aux autres lois en vigueur de la fédération. »
>
> ***~Major-général Christopher Musa, chef d'état-major de la Défense***

Un officier militaire nigérian salue le drapeau national transporté par hélicoptère. Les nations enregistrant les meilleurs succès dans leurs relations civilo-militaires ont inculqué des normes et des standards professionnels qui mettent l'accent sur la supervision civile. REUTERS

Une femme porte son enfant pendant un défilé militaire célébrant la journée de l'indépendance du Sénégal à Dakar.
REUTERS

préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement.

Dans les pays qui exigent le contrôle par les civils, les décisions sur la façon de définir les menaces et développer des stratégies de sécurité sont prises par les représentants élus du peuple. Les civils prennent aussi des décisions sur la façon dont le secteur de la sécurité devrait être pourvu en personnel et financé, déclare le Dr Ibrahim Wani, diplomate ougandais qui était directeur de la division des droits de l'homme à la mission de l'ONU au Soudan du Sud.

Il a déclaré lors d'une présentation en 2022 au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) : « Toutes les décisions de politique clés doivent être prises par la composante civile. Le rôle des forces armées est défini de façon tout à fait spécifique. Il consiste à offrir des recommandations aux autorités civiles sur la formulation de ces stratégies et politiques. »

Le Dr Wani indique trois mécanismes qui consolident ce contrôle :

Les mécanismes formels : Les documents tels que la constitution et la « loi sur la défense nationale » décrivent les fonctions et les limites du pouvoir militaire. Les membres élus ou nommés du conseil de la sécurité nationale, du corps législatif et du cabinet, tels que le ministre de la Défense, assurent le respect de ces documents.

La surveillance et la supervision : Les responsables civils vérifient et investiguent les activités et les dépenses militaires. Les comités parlementaires et les médias jouent aussi un rôle pour surveiller les forces armées.

Les normes et les standards professionnels : Grâce au recrutement, à l'éducation militaire professionnelle, à la formation et aux promotions, les forces armées inculquent les valeurs noyaux du comportement apolitique, de la loyauté à la constitution et de la subordination à l'autorité civile.

Une route sinueuse

Lorsque les pays faisaient la transition du colonialisme à l'indépendance, le contrôle civil complet des forces armées était parfois appelé le « jalon oublié » sur la voie d'un état opérationnel. C'était rarement un chemin rectiligne. Les pays tels que le Ghana et le

Les membres de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud sont alignés à l'extérieur de la mairie du Cap avant l'allocution annuelle du président sur l'état de la nation
REUTERS

Togo ont subi des coups d'État militaires au cours de leurs premières années d'indépendance lorsque les présidents civils ont essayé de contrôler et réformer les forces armées. En date de 1987, la moitié des pays du continent étaient sujets à des régimes militaires. Souvent, les forces armées considéraient la supervision par les civils comme un inconvénient.

« Dans certains autres pays nouvellement indépendants, les forces armées ont considéré le contrôle par les civils comme une intrusion inutile dans la sphère militaire de compétence », écrit le colonel Kemence Kokou Oyome des Forces armées togolaises. « Ni les forces armées ni les autorités civiles ne connaissaient leurs rôles respectifs dans le nouveau cadre national. »

Au cours des années, les pays ont agi pour renforcer le principe du régime civil. La constitution de 2010 du Kenya demande que la sécurité nationale soit « sujette à l'autorité de cette constitution et du parlement ». Elle fait aussi appel à des mesures d'intégrité, de prise de responsabilité et de supervision. En Afrique du Sud, après la transition vers la démocratie, le pays a adopté la constitution de 1996 qui souligne le contrôle civil avec des comités parlementaires multipartites supervisant toutes les questions liées à la défense et au renseignement.

Le Dr Wani déclare que le concept est largement accepté aujourd'hui même si en pratique c'est « beaucoup plus sujet à négociation » au lieu d'être une règle absolue.

Alors que les pays recherchent des

« La façon dont l'armée est structurée ne se prête pas aux actions de police … elle ne devrait pas être utilisée pour une fonction quotidienne de police parce qu'elle n'est pas créée pour cela. »

Judy Gitau, coordinatrice régionale pour Equality Now

moyens de renforcer les relations civilo-militaires, les experts déclarent que plusieurs mesures sont essentielles.

Placer les forces de sécurité dans une position où elles pourront s'acquitter de leurs obligations constitutionnelles : Les ruptures des relations civilo-militaires peuvent se produire lorsque les forces armées sont employées d'une façon qui n'est pas prévue par la constitution. Judy Gitau, avocate kényane et coordinatrice régionale pour Equality Now, déclare que cela se produit souvent en réponse au terrorisme ou à l'instabilité nationale. L'armée est déployée dans le pays, souvent sans l'approbation de l'Assemblée nationale, et on lui demande d'entreprendre une mission hors de son mandat.

« La façon dont l'armée est structurée ne se prête pas aux actions de police », déclare Mme Gitau à ADF.

Dans la constitution kényane, les forces armées peuvent être déployées dans le pays uniquement en cas de catastrophe naturelle ou à des fins de maintien de la paix. Dans ces cas, le déploiement doit être autorisé par le parlement et limité dans le temps.

« Les forces armées servent un but militaire ; les exceptions sont inscrites dans la loi, par exemple l'armée peut employer la force en cas de conflit ou en cas de catastrophe, dit-elle. C'est dans ce cas qu'elle peut sortir de ses casernes, mais elle ne devrait pas être utilisée pour une fonction quotidienne de police parce qu'elle n'est pas créée pour cela. »

Trop souvent, déclare Mme Gitau, on demande aux forces armées d'assumer des rôles tels que le contrôle des foules, la détention des suspects et la collecte des preuves. Cela devrait être effectué par la police.

« Lorsque cette division est estompée, il devient facile pour l'administration en exercice d'utiliser ou même de mal employer les forces armées et rompre les relations civilo-militaires telles qu'elles devraient l'être », dit-elle à ADF.

Améliorer la transparence : La supervision civile est possible uniquement avec un accès à l'information. Un manque de transparence concernant les affaires militaires peut conduire à la corruption. Un exemple hautement diffusé concerne les paiements aux « soldats fantômes » qui existent théoriquement mais pas réellement.

« L'information est essentielle pour exercer une supervision civile par le pouvoir exécutif, la législature, le pouvoir judiciaire et les citoyens », écrit Godfrey Musila, chercheur et ancien commissaire de la commission des Nations unies sur les droits de l'homme au Soudan du Sud.

Il dit que, depuis 2000, 19 pays africains ont adopté des lois renforçant l'accès à l'information. En 2012, la commission de l'UA sur les droits humains et les droits des peuples a développé un modèle de loi dans ce but.

Pourtant, déclare M. Musila, l'accès à l'information dans le secteur de la défense est en retard par rapport à d'autres secteurs du gouvernement et entrave la supervision civile. Sans transparence, la corruption peut être florissante et les forces armées peuvent être utilisées d'une façon qui n'est pas conforme à l'intérêt public.

« Le défi est le fait que, dans une vaste majorité d'états sur le continent, le secteur de la sécurité fonctionne traditionnellement dans une culture du secret, écrit-il. La "sécurité nationale" est souvent déployée incorrectement en tant que considération primordiale ; une fois qu'elle est invoquée, cela érige un voile qui stoppe toute possibilité d'examen de ce que fait le gouvernement. »

Le président kényan William Ruto à côté des chefs militaires alors que l'hymne national est reproduit pendant sa cérémonie d'assermentation.
REUTERS

Fusiliers marins au garde-à-vous pendant la cérémonie d'assermentation du président à Dar es Salam (Tanzanie).
REUTERS

Renforcer les institutions : Lorsque les soldats renversent le gouvernement, ils justifient en général leurs actions en notant que le leadership civil était inadéquat ou corrompu. Mme Gitau déclare qu'il existe un besoin désespéré d'améliorer les institutions judiciaires et démocratiques pour que les civils ne ressentent jamais le besoin de soutenir un coup d'État ou un transfert de pouvoir non démocratique.

« Les systèmes doivent fonctionner, les gens devraient savoir qu'ils peuvent changer lors des prochaines élections, et ils n'ont pas besoin de sentir que l'armée est le seul élément salvateur », dit-elle.

Les comités parlementaires qui supervisent le financement et le pourvoi en personnel des forces armées peuvent être renforcés. Dans beaucoup de pays africains, les parlements sont sujets à des rotations rapides et ne sont pas considérés comme un contrepoids crédible au pouvoir exécutif. Le Dr Ken Opalo, académicien d'origine kényane qui enseigne à l'école du service extérieur de l'université de Georgetown, pense qu'une supervision parlementaire plus forte pourrait améliorer la prise de responsabilité par les forces armées.

« Les parlementaires doivent jouer un plus grand rôle en supervisant le financement du secteur de la sécurité dans ces pays, mais aussi fournir des contributions dans les politiques que le secteur de la sécurité met en œuvre parce qu'ils connaissent aux mieux leurs électeurs », a déclaré le Dr Opalo lors d'un forum du CESA sur la prise de responsabilité.

Dans les meilleurs cas, les parlementaires développent une relation avec les chefs militaires qui permet d'avoir une discussion bidirectionnelle sur les priorités de la défense et les menaces pesant sur le pays. « Cela exige la confiance, le dialogue constructif et l'engagement au lieu des postures conflictuelles qui sont fréquentes dans un grand nombre de législatures. »

Lorsqu'elle agit correctement, l'armée offre ses conseils et son expertise mais reste supervisée par les chefs civils qui agissent au nom du public. Ceci conduit à des priorités de sécurité qui répondent aux besoins les plus urgents du public.

« Le message ici est le renforcement des institutions aux fins de prise de responsabilité, de gouvernance et d'état de droit, déclare Mme Gitau. Il y a ainsi des filières et des avenues correctes qui permettent aux civils d'exprimer leurs points de vue, de faire rendre des comptes aux chefs, mais de façon plus importante pour la question des relations civilo-militaires, d'assurer qu'ils restent l'initiateur et que l'armée reste l'agent. » ❑

« NOUS SOMMES L'ULTIME DÉFENSE DE CETTE NATION »

ILLUSTRATION D'ADF

Le lieutenant-général Dennis Sitali Alibuzwi sert dans l'Armée zambienne depuis plus de quarante ans. Dans sa carrière, il a assumé divers postes de commandement et d'état-major. Il a participé aux missions de maintien de la paix des Nations unies en Angola, au Darfour, en Éthiopie/Érythrée et en Sierra Leone. En 2019, il a été nommé commandant adjoint de l'armée zambienne et en 2021 il est devenu commandant de l'armée. Il s'est entretenu avec ADF depuis le quartier général de l'armée zambienne à Lusaka. Cet entretien a été modifié pour des raisons de longueur et de clarté.

ADF : La Zambie est un contributeur majeur aux missions de maintien de la paix, avec près de 1.000 gardiens de la paix affectés à diverses missions de l'ONU. Pourquoi est-ce important et comment les affectations à l'étranger ont-elles aidé à renforcer les Forces de défense de la Zambie dans leur pays ?

Général Alibuzwi : Localement, nous sommes surtout engagés dans des opérations près de nos frontières. Mais l'expérience de mission est nécessaire parce que c'est l'une des obligations que nous devons satisfaire en tant que membre de l'ONU. Dans les missions de déploiement, nous avons affermi notre puissance. Lors de notre premier déploiement au Mozambique, nous avions nos propres défis à relever. Nous avons mieux fait au Rwanda et avons continué à nous améliorer dans les autres missions. Ceci donne à nos soldats l'exposition requise. Nous commençons toujours par la formation avant déploiement. Lorsque j'étais major, j'étais très actif pour préparer les troupes qui seraient déployées. La formation donne un sentiment d'appartenance à ceux qui maintiennent la paix dans le monde et aussi en Afrique. Lorsque vous vous préparez adéquatement, vous découvrez que l'exécution des obligations de la mission est très simple. Vous êtes prêt à comprendre la situation sur le terrain et gagner les cœurs et les esprits du pays hôte. Ceci donne un sentiment d'appartenance dans le pays hôte.

ADF : L'équipe d'engagement des femmes de Zambie est un groupe qui a été particulièrement loué. Pourquoi est-ce important ?

Général Alibuzwi : Lorsque j'étais au Darfour, j'avais trois policières zambiennes, pour ainsi dire des sœurs, qui pouvaient aller parler aux résidents et recueillir leurs expériences, en particulier concernant les viols. Le viol était utilisé comme arme de guerre et les femmes sont libres de parler à d'autres femmes pour exposer ce qu'elles ont subi. Le contingent zambien a commencé à se focaliser à grande échelle sur la formation des femmes pour qu'elles puissent se rendre sur le terrain et engager les résidents, en particulier les femmes et les enfants, afin d'obtenir les résultats souhaités et aussi des informations auprès des résidents.

L'équipe d'engagement des femmes s'est révélée très efficace et, depuis lors, nous avons demandé à l'ONU d'avoir également une équipe neutre appelée équipe d'engagement parce qu'un certain nombre d'hommes sont aussi des victimes et ils ne sont pas prêts à parler à l'équipe d'engagement des femmes. Nous avons créé un module d'équipe pour engager les hommes et, jusqu'à maintenant,

Le lieutenant-général Alibuzwi observe l'entraînement des membres des forces spéciales dans le district de Mbala, province du Nord de la Zambie.

ARMÉE ZAMBIENNE

Le général Alibuzwi s'adresse à des officiers généraux pendant un tour du Collège de commandement et d'état-major des services de Défense.

ARMÉE ZAMBIENNE

Le général Alibuzwi est intronisé dans l'International Fellows Hall of Fame au Collège de la guerre de l'Armée de terre des États-Unis à Carlisle, Pennsylvanie.

COLLÈGE DE LA GUERRE DE L'ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

les résultats sont très encourageants. C'est pour cela que ZAMBATT, le bataillon zambien, peut être déployé en tout lieu de la République centrafricaine : les habitants ne sont prêts à accepter aucun autre contingent, je regrette de le dire. Lorsque vous pouvez obtenir les résultats souhaités, c'est très réjouissant de contribuer au bien-être des résidents.

ADF : La Zambie est un pays sans menace grave posée par l'extrémisme violent. Elle est en paix avec ses voisins. Quelles sont les plus grandes menaces affrontées aujourd'hui par la Zambie et comment y faites-vous face ?

Général Alibuzwi : Je pense que la grande menace d'aujourd'hui, c'est nous-mêmes. Parce que nous manquons de loyauté dans certains cas et nous n'avons pas de cause noble consistant à servir le pays diligemment. Nous avons constaté la montée de l'immigration illégale, et c'est nous autres qui l'avons facilitée. Nous sommes donc une menace pour nous-mêmes parce que nous ne sommes pas conscients de la sécurité.

À part cela, ce qui se passe dans les pays voisins peut aussi se produire en Zambie. Nos frontières sont très vastes et poreuses, mais nous pouvons mieux faire et stopper ce que subissent nos frères et sœurs du Mozambique, et aussi stopper la traite humaine, la contrebande des stupéfiants et d'autres vices, notamment la contrebande du minerai hors du pays. Si tout cela est ignoré et augmente, la situation deviendra toxique et dangereuse pour la sécurité de la nation. Nous faisons tout notre possible pour affronter la situation et nous avons le bon vouloir du président et commandant en chef, M. Hakainde Hichilema, qui a promis de nous financer de façon adéquate et d'assurer que nous soyons bien entraînés et modernisés. Nous collaborons aussi avec nos voisins de la Communauté de développement d'Afrique australe et nous nous assurons qu'il existe un échange de renseignement, pour pouvoir relever les nombreux défis en tant que groupe régional.

ADF : La Zambie fait face à la menace des catastrophes naturelles telles que les inondations et les cyclones. Comment l'armée zambienne œuvre-t-elle pour améliorer l'état de préparation aux catastrophes et sa capacité de réponse ?

Général Alibuzwi : Nous avons l'unité de gestion et d'atténuation des catastrophes. En ce moment, c'est l'acteur principal pour affronter ces catastrophes et ces défis. Mais nous nous entraînons en fait pour les catastrophes. Nous nous rééquipons pour faire face à tous les types de catastrophes sous l'égide du comité central des opérations conjointes, qui exécute les fonctions d'une approche pangouvernementale unifiée afin de faire face aux situations telles que les catastrophes. Il existe un comité en session permanente qui examine comment stocker, quand, où et pourquoi stocker, de façon à nous préparer lorsque nous recevons une alerte d'intempéries de notre service météo. En tant qu'armée, nous sommes prêts à tout. Nous nous préparons au pire scénario.

ADF : Lorsque vous avez été nommé commandant de l'armée zambienne en 2021, le président Hichilema a déclaré que les forces armées « doivent être guidées par l'intérêt du peuple et doivent servir le pays diligemment ». Comment avez-vous interprété cette mission et comment avez-vous essayé d'améliorer les relations civilo-militaires dans le pays ?

Général Alibuzwi : Ce sujet me passionne parce que j'enseigne la nécessité d'être loyal depuis que je suis sous-lieutenant. J'ai eu la chance de commencer à l'école de formation ; à l'époque, elle était appelée école militaire d'apprentissage. Je commence par la base pour expliquer comment nous avons rejoint l'armée. La Zambie est une nation chrétienne ; lorsque nous sommes engagés et enrôlés, nous tenons une bible dans la main droite pour prêter serment d'allégeance. Lorsque nous prêtons serment, nous disons : « Je protégerai le président de la Zambie, je préserverai la constitution de la République de Zambie, je protégerai les citoyens de Zambie et je m'acquitterai de mes obligations consciencieusement et diligemment. » Ce serment d'allégeance veut dire que l'on est subordonné à l'autorité civile telle que représentée par le président lui-même. C'est lui qui nous donne les ordres et les directives par l'intermédiaire de la Loi sur la Défense. Je suis donc un serviteur de la Zambie, je suis un serviteur du président, je suis un serviteur des autorités qui déterminent la direction du pays. Ceci étant bien compris, on ne peut donc rien faire d'autre que ce qui est ordonné par le commandant en chef de la Force de défense. J'essaie vraiment de maintenir la discipline parmi les effectifs. J'essaie vraiment de faire en sorte que tout le monde comprenne la signification du dicton : « il nous incombe d'obéir aux ordres promptement et d'exécuter les tâches docilement ». Nous sommes l'ultime défense de cette nation et nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas obéir aux ordres, de ne pas suivre les directives, parce qu'il nous incombe de nous acquitter de nos fonctions selon les directives du président. C'est donc très simple : vous êtes capable de suivre si vous savez d'où vous venez.

ADF : Y a-t-il des outils de communications stratégiques que vous utilisez pour améliorer les relations civilo-militaires ?

Général Alibuzwi : Nous avons ouvert nos volets pour que les gens sachent qui nous sommes. Nous avons une page sur Facebook et un site web de l'armée où nous affichons un contenu qui nous aide à atteindre la population pour qu'elle sache ce qui caractérise cette armée et avec qui les gens interfacent lorsque nous apparaissons dans les lieux publics et qu'ils nous voient en uniforme. La population est bien informée sur la nature de l'armée. Il en est de même pour l'armée de l'air, le service national zambien et la police zambienne. C'est pourquoi nous avons des

Des Casques bleus zambiens avec la mission de l'ONU en République centrafricaine saluent des enfants pendant une patrouille. MINUSCA

communications stratégiques avec la population : pour qu'ils aient confiance en nous et qu'ils soient confiants que nous sommes là pour les défendre. Nous ne serions pas en uniforme si ce n'était pas pour eux. Nous le faisons fièrement et ils devraient savoir que c'est l'armée du peuple. Nous employons aussi les sports pour expliquer qui nous sommes. L'armée a une équipe de footballeuses et beaucoup d'entre elles représentent le pays à la Coupe du monde.

ADF : Pourquoi selon vous les coups d'État se produisent si régulièrement en Afrique, après des dizaines d'années pendant lesquelles ils étaient moins fréquents ?

Général Alibuzwi : Je ne veux pas parler au nom de ceux qui excèdent leur mandat tel que décrit par les lois militaires, et qui saisissent le contrôle d'un gouvernement. Ce que je veux souligner, c'est qu'ici, dès la formation de base suivie par tous les soldats, y compris les officiers, nous mettons l'accent sur la nécessité de respecter les lois. Nous reconnaissons aussi le fait que ce n'est pas à nous de corriger les fautes. Il nous incombe de protéger la constitution, d'obéir au gouvernement existant et de préserver la paix de cette nation. Par conséquent, nous expliquons très clairement que, pour nous, il ne s'agit pas de penser à prendre le contrôle du gouvernement, parce que cela ne relève pas de notre domaine. La formation de nos hommes et femmes en uniforme est adaptée à faire ce que la loi déclare, et non pas ce qui est hors la loi. Nous avons réussi à suivre cette voie et nos soldats sont des professionnels. Il est possible que quelques éléments aient de telles pensées, mais une fois découverts, ils sont rapidement mis à pied pour qu'ils quittent ce noble uniforme.

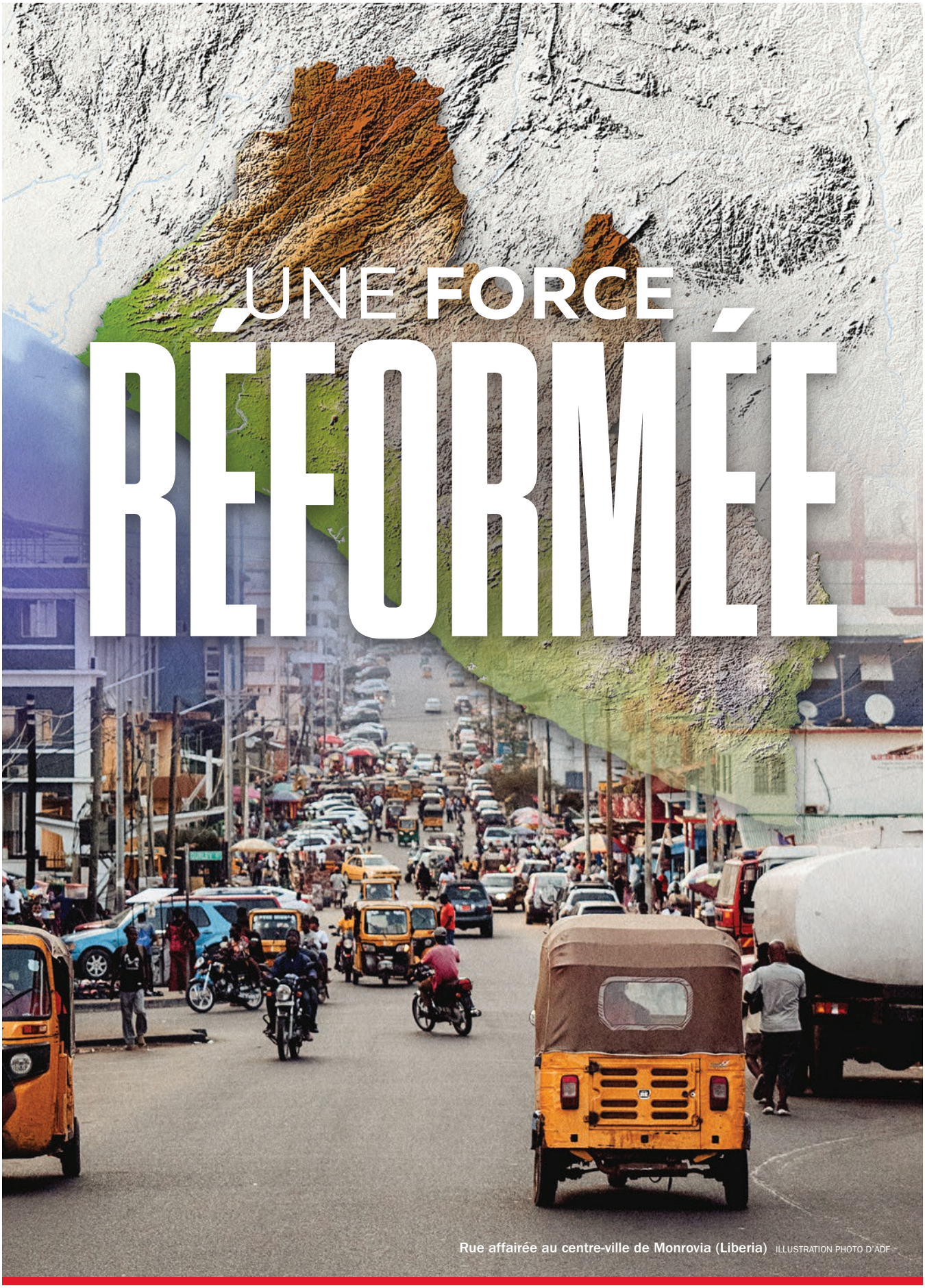
ADF : En début d'année, vous avez été intronisé dans l'International Fellows Hall of Fame au Collège de la guerre de l'Armée de terre des États-Unis, où vous aviez suivi des cours en 2013. Qu'est-ce que cela signifiait pour vous ?

Général Alibuzwi : Être reconnu au plus haut niveau est une grande réussite. Peu de gens y arrivent. Je dirais que cela couronne l'œuvre de toute une vie, mais on l'obtient en travaillant dur, en restant loyal au gouvernement en exercice, en se concentrant sur la signification des cours et sur les résultats que l'on veut obtenir. Je suis revenu de ces classes et j'ai pu amplifier mes approches à l'enseignement. Je suis revenu et j'ai repris mes fonctions d'enseignant en chef dans notre Collège de commandement et d'état-major. J'ai donc partagé cette expérience dans laquelle j'avais amélioré ma compréhension de certains concepts militaires. Et surtout, je suis au sommet de ma carrière : l'étape suivante sera la retraite. Donc, être honoré est gratifiant, c'est vrai, après avoir mené une excellente vie de militaire.

ADF : En pensant à l'avenir, quels sont vos objectifs pour l'armée zambienne ?

Général Alibuzwi : J'aurais aimé lancer beaucoup de programmes, mais nous sortons d'une situation économique très difficile. Les demandes de ressource se font concurrence. Par conséquent, je n'ai pas vraiment ce que je voudrais avoir pour entreprendre les modifications de l'armée avec un échéancier qui me semblerait adéquat. Toutefois, je me concentre sur l'augmentation des effectifs pour pouvoir défendre adéquatement cette nation, et pour être capable d'avoir un équipement correct et moderne pour ce faire. Lentement mais sûrement, je continuerai à frapper à la porte du commandant en chef et des autres institutions gouvernementales pour assurer que l'armée reçoive l'attention dont elle a besoin afin d'être professionnelle et moderne. ❑

UNE FORCE RÉFORMÉE



Rue affairée au centre-ville de Monrovia (Liberia) ILLUSTRATION PHOTO D'ADF

APRÈS PLUSIEURS ANNÉES DE GUERRE CIVILE ET DE RECONSTRUCTION, L'ARMÉE DU LIBERIA S'AFFIRME EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU-DELÀ

PERSONNEL D'ADF

Lorsque huit pirates ont attaqué les navires de pêche Aliman et Shenghai-2 au large des côtes de la Sierra Leone, peut-être ont-ils pensé qu'ils enlèveraient les membres de l'équipage et extorqueraient une grosse somme sous forme de rançon. Peut-être ont-ils cru que l'un des bateaux, ou les deux, pourraient leur servir dans leurs entreprises criminelles en cours.

Ce qu'ils ne pouvaient pas savoir, c'est qu'ils étaient sur le point de naviguer dans les mâchoires de l'opération « Killer Whale » [Baleine tueuse], car la Garde côtière nationale du Liberia (LCG) attendait au Sud. La Marine de la Sierra Leone avait contacté le Liberia, lequel observait le Shenghai-2 capturé sur le point de pénétrer dans ses eaux territoriales. Lorsqu'il le fit, les autorités de la Garde côtière le traquèrent et l'abordèrent ; elles purent sauver 23 membres de l'équipage et arrêter 2 pirates nigérians. 6 membres d'équipage étaient chinois et les autres étaient sierraléonais.

« Bien qu'ayant une puissance et un équipement plus limités, la LCG est une composante très robuste des AFL », a déclaré à ADF par e-mail le major-général Prince C. Johnson III, chef d'état-major des Forces armées du Liberia (AFL). « La LCG a énormément contribué au développement économique de la nation grâce à sa gestion sécurisée de nos eaux territoriales, avec des arrestations et la dissuasion. Elle fournit aussi un environnement propice pour que notre industrie de la pêche puisse prospérer et une sécurité pour nos pêcheurs artisanaux. La LCG a appliqué la loi contre la contrebande, en mer aussi bien que sur la terre. »

L'opération Killer Whale qui a duré 28 heures est un autre signe positif du périple des AFL depuis plusieurs années. À la suite de deux guerres civiles en succession, la force était désemparée, ce qui a conduit à sa dissolution. Les efforts visant à reconstituer les AFL ont démarré en 2006 et, quatre ans plus tard, le Liberia avait de nouveau une armée. Depuis lors, cette dernière s'est distinguée dans les opérations internationales de maintien de la paix, elle a soutenu une réponse à la pandémie mortelle d'Ébola et elle a restauré sa garde côtière. Elle a des liens bilatéraux solides avec la Garde nationale de l'Armée de terre du Michigan dans le cadre du Programme de partenariat d'état des États-Unis. Aujourd'hui, elle œuvre avec des conseillers nigérians pour établir une nouvelle escadre aérienne.

Le major-général Prince Charles Johnson III participe au défilé de la 176ème Fête de l'indépendance au Centre de formation Barclay à Monrovia le 26 juillet 2023. FORCES ARMÉES DU LIBERIA

La LCG est une raison de fierté dans les efforts visant à reconstruire les AFL en institution de confiance qui protège la population et respecte l'autorité civile. Faire cela à partir de zéro n'est pas une tâche facile mais les AFL montrent que cela peut être fait.

UN PROGRAMME RESTAURE LES FORCES ARMÉES

Les deux guerres civiles du Liberia, dont la première

Un combattant d'une milice gouvernementale hurle après avoir fait feu sur les troupes rebelles en juillet 2003 sur un pont de Monrovia pendant la deuxième guerre civile du pays. GETTY IMAGES

avait commencé en 1989, ont déplacé près du tiers de la population et tué environ 250.000 personnes. Beaucoup de membres des AFL ont été accusés de crimes de guerre, ce qui a détruit la confiance du public dans l'armée. Le pays était aussi inondé d'armes, de munitions et de combattants rebelles provenant des pays voisins.

> « LE LIBERIA EST UN EXEMPLE DE L'IMPACT TANGIBLE QU'EXERCE LE MAINTIEN DE LA PAIX SUR LES PAYS AFFECTÉS PAR LE CONFLIT. »
>
> ~ **Jean-Pierre Lacroix**, sous-secrétaire général des Nations unies pour les Opérations de paix

La Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest, le gouvernement de transition du Liberia, les Nations unies et les États-Unis ont œuvré ensemble sur un programme ambitieux de réforme du secteur de la sécurité pour reconstruire les forces armées et les forces de police du pays et désarmer et démobiliser les combattants. Pour restaurer la confiance du public dans les forces de sécurité, les autorités ont convenu que l'armée devait être démantelée et entièrement reconstruite.

Chaque soldat mis à pied a reçu une indemnité de départ et les nouveaux candidats ont dû être approuvés et satisfaire à une liste d'exigences. Par exemple, les non-gradés devaient avoir complété leurs études secondaires et les gradés devaient avoir obtenu un diplôme universitaire après un curriculum de quatre ans. Les nouveaux soldats devaient aussi satisfaire à certaines normes physiques et médicales, et être approuvés par un comité conjoint du personnel. Ce comité affichait les photos des recrues potentielles dans les villages, les villes et les journaux pour déterminer si des civils avaient des questions, des préoccupations ou des informations sur leur conduite antérieure. Ce processus d'approbation non-judiciaire n'a pas conduit à des poursuites.

Le général Johnson déclare à ADF que cet effort « a fourni la plateforme nécessaire pour que le grand public ait foi et confiance dans le processus qui a donné naissance aux nouvelles AFL. La population savait que les AFL ainsi structurées seraient dépourvues de personnes liées aux factions en guerre pendant les crises civiles et que [ceux] qui avaient commis des abus des droits de l'homme ou autres actes illégaux ne feraient pas partie des AFL. »

LE PAIEMENT D'UNE DETTE DE PAIX

Alors que le Liberia mettait fin à sa première guerre civile, qui avait commencé en 1989, il est devenu le

premier pays d'Afrique de l'Ouest à accueillir une mission de maintien de la paix en 1993 lorsque la Mission d'observation des Nations unies au Liberia a été créée pour soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix. La mission a pris fin en 1997. Moins de deux années plus tard, la guerre civile a éclaté à nouveau et a duré jusqu'en 2003. Cette année-là, la Mission des Nations unies au Liberia (MINUL), autre mission de maintien de la paix, a été créée et a duré jusqu'en 2018.

La renaissance des AFL s'est produite en parallèle avec la MINUL. Les nouvelles forces armées ont été formées entre 2006 et 2010. Environ trois ans après la fin du programme de reconstruction, le Liberia a commencé à participer aux opérations multinationales de maintien de la paix. La première était en juin 2013 avec la Mission internationale de soutien au Mali, sous l'égide africaine, qui a été rapidement relayée par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

En date du 31 mai 2023, le Liberia contribue 169 soldats en uniforme aux missions de maintien de la paix de l'ONU dans le monde. Vers la mi-2023, la participation du Liberia au maintien de la paix prenait la forme de déploiements en République démocratique du Congo, au Mali, au Soudan du Sud et à Abiyé, petite région frontalière que se disputent le Soudan du Sud et le Soudan. La grande majorité des gardiens de la paix du Liberia, soit 96 %, ont été déployés au Mali.

« Le Liberia est un exemple de l'impact tangible qu'exerce le maintien de la paix sur les pays affectés par le conflit », a déclaré Jean-Pierre Lacroix, sous-secrétaire général de l'ONU pour les Opérations de paix, en novembre 2022. « Pendant plusieurs dizaines d'années, il accueillait des opérations de maintien de la paix dans le sillage d'une guerre civile.… Aujourd'hui, le Liberia à son tour déploie des "Casques Bleus" pour aider d'autres pays à suivre le parcours difficile entre le conflit et la paix. »

Un soldat libérien essaie son émetteur-récepteur dans un cours de familiarisation à la radio au Camp Ware (Liberia) en septembre 2013. ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Des soldats libériens de la 1re compagnie du génie montent des tentes à Tubmanburg où un centre de traitement de l'Ébola avait été construit en octobre 2014. GETTY IMAGES

DE L'ORDRE DANS LA MAISON

Seulement quelques années après la résurrection et le redémarrage de ses nouvelles forces armées avec des milliers de soldats de moins, le Liberia a dû relever un nouveau défi : l'épidémie multinationale d'Ébola qui a tué plus de 11.000 personnes, y compris 4.800 Libériens.

On pense que la pandémie était originaire de Guinée avant de se propager au Liberia et en Sierra Leone. Le chaos qui a suivi aurait été un défi majeur pour toute force armée, encore plus pour une force toute nouvelle.

« Ce fut une très mauvaise expérience pour notre nation », a déclaré le colonel Roland T. Bai Murphy, assistant militaire du chef d'état-major des AFL, dans un épisode du War Room Podcast d'août 2019. « Nous venions à peine de nous rétablir après une crise civile, en essayant de développer notre économie, notre secteur de la santé, notre secteur de l'éducation. Et tout d'un coup l'Ébola est venu en 2013 et a empiré en 2014. »

Les AFL ont d'abord agi pour protéger les troupes et leur famille sur la demande du gouvernement, déclare le colonel Murphy. À mesure que le virus se propageait, les soldats ont dû « déployer des forces opérationnelles dans tout le pays pour contrôler l'afflux des gens des zones rurales vers Monrovia. Et les choses ont continué à empirer. Deux communautés furent si infectées par le virus que nous avons dû les mettre sous quarantaine sur ordre du gouvernement. Nous avons donc imposé la quarantaine. Ce n'était pas quelque chose de plaisant, mais il fallait le faire afin de protéger le reste de la population. »

La Garde côtière nationale du Liberia participe à l'exercice maritime multinational Obangame Express au début 2023.

SERGENT E. W. JOHNSON/AFFAIRES PUBLIQUES DES AFL

Lorsque les forces américaines sont entrées au Liberia pour aider à combattre la pandémie, le personnel des AFL les a aidées à bâtir des unités de traitement de l'Ébola pour soigner les malades. Ces efforts ont placé la nouvelle armée à l'avant-garde des opérations civilo-militaires pendant une crise majeure.

UN RETOUR VERS LES CIEUX

Malgré tous les gains enregistrés au cours des treize dernières années depuis la création des nouvelles AFL, un secteur doit toujours être développé : la composante aérienne. Pour lancer le processus d'établissement d'une

Un soldat des Forces armées du Liberia participe à la Journée des forces armées à Monrovia en février 2022.

CAPITAINE JOE LEGROS/GARDE NATIONALE DE L'ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

nouvelle escadre aérienne, le général Johnson s'est rendu au Nigeria vers la mi-2022 et a été assuré par le maréchal de l'air Oladayo Amao, chef d'état-major de l'Armée de l'air du Nigeria à l'époque, que son pays offrirait son aide dans cet effort.

Le maréchal Amao s'est engagé à former des pilotes libériens et a invité les AFL à tirer profit des écoles de formation technique de l'Armée de l'air nigériane pour suivre des cours de soutien au sol et de contrôle du trafic aérien, selon le ministère de la Défense nationale du Liberia.

Le Nigeria a aussi évalué les installations aériennes du Liberia pour aider à planifier la route à suivre. Un contingent nigérian dirigé par le vice-maréchal de l'air Francis Edosa a visité l'aéroport James Spriggs Payne et l'aéroport international Roberts en novembre 2022 et s'est entretenu avec les autorités d'aviation libériennes. « L'intention de la visite est d'évaluer et de déterminer si nous sommes dans la bonne voie ; après un certain délai, ce que nous avons documenté, par exemple les estimations, nous fournira une idée pour faire avancer le processus », a déclaré le maréchal Edosa, selon Front Page Africa.

Le général Johnson a déclaré à Front Page Africa qu'il est trop tôt pour développer un échéancier de création de l'escadre aérienne.

« Les Forces armées du Liberia avaient des aéronefs mais, à cause de la guerre civile, c'est nous-mêmes qui les avons détruits, a-t-il dit à la chaîne d'actualité. L'objectif stratégique consiste à nous conformer à un document constitutionnel, à savoir la Loi sur la Défense nationale de 2008, qui déclare que les AFL doivent avoir trois branches : l'armée de terre, la Garde côtière libérienne et les escadres aériennes. »

En plus de l'exigence constitutionnelle, une escadre aérienne est nécessaire pour appuyer les autorités civiles dans des tâches telles que le transport des recenseurs vers les zones reculées, a-t-il déclaré.

« L'escadre aérienne des AFL fait partie intégrante des AFL. Ses rôles clés incluent la conduite des missions de mobilité aérienne, de reconnaissance et de recherche et sauvetage, a dit le général Johnson à ADF. Depuis l'activation de la 23ème brigade d'infanterie et, ensuite, celle de la LCG, des discussions sont en cours pour activer l'escadre aérienne au sein de la hiérarchie des AFL, du ministère de la Défense nationale et des partenaires étrangers et alliés. »

Le général Johnson a dit que l'ancienne escadre aérienne des AFL utilisait trois aéronefs légers Cessna U-17C et des aéronefs DHC-4 Caribou et IAI Arava remis à neuf. Elle conduisait des opérations de reconnaissance et de recherche et sauvetage en employant des pistes d'atterrissage gérées et maintenues par les communautés distantes.

« Ces terrains d'atterrissage sont toujours disponibles mais nécessitent un certain niveau de remise à neuf, dit-il. Le mauvais état d'un grand nombre de routes et de ponts au Liberia affecte négativement le pays. Pendant une urgence, il pose un défi pour la réponse des AFL ou de toute autre organisation. »

Les soldats de la force opérationnelle du Liberia contre l'Ébola mettent en application une quarantaine dans le quartier West Point de Monrovia en 2014. GETTY IMAGES

Idéalement, il déclare qu'il faudrait avoir des aéronefs de transport utilitaires légers à voilure fixe tels que le Dormier DO 228 et des aéronefs légers de reconnaissance tels que l'Embraer EMB 314 A-29 Super Tucano. De tels avions pourraient effectuer des opérations sur terre et en mer.

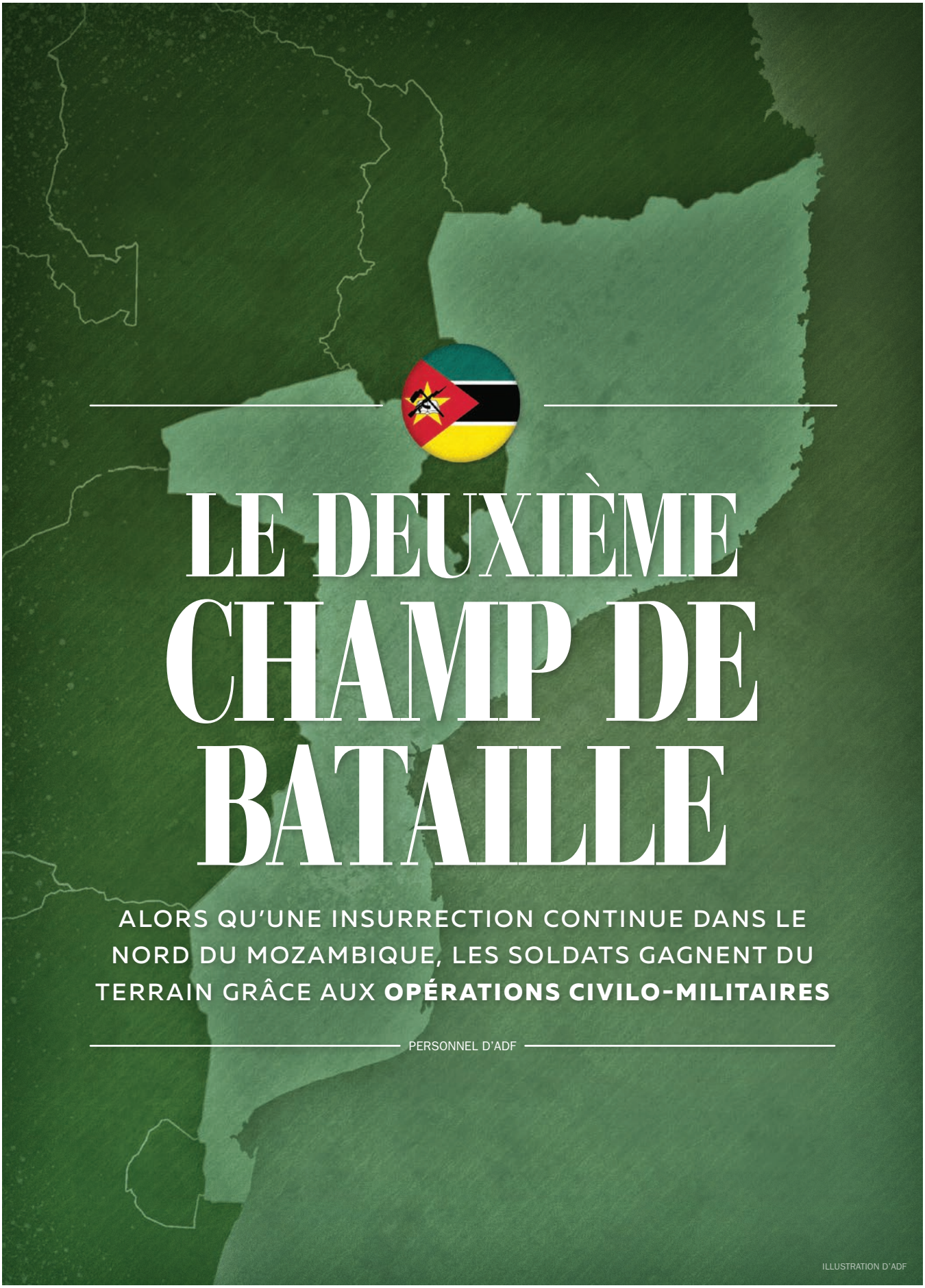
« Un autre avantage résultant de l'activation de l'escadre aérienne est l'insertion des troupes et de la logistique dans les zones d'accès difficile, dans les délais nécessaires pour riposter aux attaques terroristes ou au banditisme à main armé. Un temps de réponse lent dans ces conditions pourrait heurter la sécurité nationale. »

VISION POUR LE FUTUR

Les chefs actuels des AFL sont à leur poste depuis le début des efforts de reconstruction. Le colonel Murphy, qui était le premier officier de haut rang des AFL admis au Collège de la guerre de l'Armée de terre des États-Unis, est l'une des recrues de la deuxième promotion des nouvelles AFL. Le général Johnson et le général de brigade Geraldine George étaient parmi les premiers membres. Le général George est la première femme qui soit officier général des AFL ; elle est aujourd'hui la première à avoir été nommée chef d'état-major adjoint. Elle encourage les Libériennes à envisager une carrière dans les AFL.

Il y a quelques années, un ancien ambassadeur des États-Unis avait suggéré un sobriquet pour les nouvelles AFL : « Une force pour le bien ». Cela leur est resté. Désormais, les autorités libériennes considèrent que ce nom est « un label pour le peuple libérien, en reconstruisant et regagnant la confiance des partenaires nationaux et internationaux », a déclaré le général Johnson à News Africa en 2021.

Le colonel Murphy a exprimé un optimisme similaire sur le futur des AFL dans le podcast de 2019. « Je pense que ce que nous allons considérer maintenant et au cours des cinq prochaines années, c'est une force qui sera suffisamment robuste pour répondre aux problèmes nationaux et régionaux, une force qui sera toujours capable de servir de bâtisseuse pour la nation et de mettre en œuvre la paix. » ❑



LE DEUXIÈME CHAMP DE BATAILLE

ALORS QU'UNE INSURRECTION CONTINUE DANS LE NORD DU MOZAMBIQUE, LES SOLDATS GAGNENT DU TERRAIN GRÂCE AUX **OPÉRATIONS CIVILO-MILITAIRES**

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF

À première vue, les tournois de football, les campagnes d'alphabétisation, la distribution de la nourriture et les cliniques médicales pourraient ne pas sembler contribuer à la lutte contre l'extrémisme violent. Mais plusieurs contingents de la force multinationale dans la province du Cabo Delgado au Nord du Mozambique découvrent que ces mesures sont utiles dans une région qui est en général dépourvue de services de ce type.

La mission de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique (SAMIM) « engage les communautés et les leaders locaux grâce à divers programmes de développement communautaire visant à assister les communautés et les leaders locaux à restaurer la normalité et la confiance qui ont été perdues à cause des activités de terreur qui ont tourmenté la province du Cabo Delgado pendant plusieurs années », a écrit le major Mosala K. Letshwiti, officier supérieur chargé des informations publiques au quartier général des forces de la SAMIM, sur la page Facebook de la mission en mai 2023.

La suppression d'une insurrection nécessite plus qu'une simple victoire sur le champ de bataille. Les soldats doivent lutter pour gagner les cœurs et les esprits des civils affectés afin qu'ils deviennent des alliés dans le combat contre les extrémistes violents. Ces tâches sont appelées opérations civilo-militaires (CMO).

« En termes d'opérations civilo-militaires et de la valeur qu'elles ont, elles sont essentielles à tous les types d'efforts de contre-insurrection », déclare le Dr Daniel Eizenga, Research Fellow et expert des CMO au Centre d'études stratégiques de l'Afrique.

La province du Cabo Delgado est assiégée depuis 2017 par un groupe appelé Ansar al-Sunna. Les insurgés, connus familièrement sous le nom de shebabs (bien qu'ils ne soient pas liés au groupe somalien), ont tué plus de 4.700 personnes en date du 9 juillet 2023, selon Cabo Ligado, site web qui surveille la violence dans la région. Le conflit a déplacé près d'un million de personnes.

Les doléances politiques contre l'état, exacerbées par des doléances communautaires locales, sont les éléments principaux d'une insurrection, selon les propos du Dr Eizenga à ADF. Les CMO atténuent cela grâce à divers programmes et une assistance, ce qui permet de reconnecter les communautés avec l'état d'une façon positive grâce à « des infusions à court terme dans l'économie pour aider à lancer de nouveau le moteur du développement ».

Les forces militaires sont bien équipées pour cette tâche parce qu'elles détiennent les chaînes organisationnelles et logistiques nécessaires dans des secteurs qui, sinon, pourraient ne pas avoir de connexion forte avec les services du gouvernement, déclare le Dr Eizenga. Une force telle que la SAMIM sert à « assouplir le terrain pour que le gouvernement revienne » et établisse et maintienne des services essentiels.

L'aide aux civils du Cabo Delgado s'est révélée particulièrement importante alors que l'on signale que les insurgés utilisent l'argent et la nourriture pour essayer de gagner un soutien auprès de la population. Les soldats de la Force de défense du Lesotho (LDF) ont averti les résidents du village de Nkonga de cette tactique. Nkonga avait servi de base des insurgés jusqu'à ce qu'une offensive de la SAMIM en novembre 2022 chasse les militants et permette aux résidents de revenir.

> « En termes d'opérations civilo-militaires et de la valeur qu'elles ont, elles sont essentielles à tous les types d'efforts de contre-insurrection. »
>
> — DR DANIEL EIZENGA, Research Fellow au Centre d'études stratégiques de l'Afrique

Les forces de la SAMIM ont entrepris des opérations humanitaires en tant que contingents individuels ou en combinaison avec d'autres. Un fournisseur proéminent de CMO est l'équipe de coordination civilo-militaire Combat Team Alpha de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud (SANDF), qui est arrivée dans la province du Cabo Delgado en juillet 2022.

La Combat Team Alpha a établi un camp de 500 mètres carrés appelé base Mihluri dans la zone de Macomia peu après son arrivée. Quelques mois plus tard, la construction d'une piste d'atterrissage a été entreprise à Xinavane, au Sud de Macomia.

L'équipe a travaillé principalement dans les secteurs de Macomia, Mueda et Nangade, en

FORCE NATIONALE DE DÉFENSE D'AFRIQUE DU SUD

FORCE NATIONALE DE DÉFENSE D'AFRIQUE DU SUD

FORCE NATIONALE DE DÉFENSE D'AFRIQUE DU SUD

FORCE NATIONALE DE DÉFENSE D'AFRIQUE DU SUD

FORCE NATIONALE DE DÉFENSE D'AFRIQUE DU SUD

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

1. Les membres de Combat Team Alpa d'Afrique du Sud ont donné de l'argent pour acheter des chaussures aux gens vivant dans un camp pour déplacés internes (IDP) au Mozambique. **2.** Les membres de Combat Team Alpha trient des vêtements donnés. **3.** Les enfants d'un camp IDP se réunissent pour recevoir des souliers et des vêtements donnés. **4.** Un soldat sud-africain aide à distribuer des vêtements aux enfants d'un camp IDP. **5.** Les soldats sud-africains rencontrent les gérants du camp IDP à Xinavane. **6.** Les spectateurs regardent un tournoi de football à Nangade.

CMO DE SAMIM

Le Cabo Delgado, une des dix provinces du Mozambique, abrite l'organisation extrémiste violente Ansar al-Sunna depuis 2017. Les opérations civilo-militaires aident les forces de sécurité à séduire les populations locales de la région.

ILLUSTRATION D'ADF

fournissant une assistance aux camps pour déplacés internes (IDP), jusqu'à ce qu'elle soit sujette à rotation en avril 2023.

Des soldats d'Afrique du Sud ont visité plusieurs fois le camp des IDP à Xinavane, où vivent 350 personnes, surtout dans des tentes. En juillet 2022, l'équipe a distribué des colis de nourriture aux écoles primaires desservant plus de 3.500 élèves, selon la SANDF. Des membres de l'équipe ont distribué de nouveau la nourriture en novembre 2022, en collectant suffisamment d'argent entre eux pour acheter des ustensiles de cuisine et des paquets de porridge à ajouter aux rations de nourriture qu'ils avaient fournies. Un mois plus tard, l'équipe a fait don de produits d'hygiène féminine aux femmes et jeunes filles du camp IDP.

« L'équipe de coordination civilo-militaire Combat Team Alpha d'Afrique du Sud compte surtout sur la générosité des membres déployés ; les membres ont fait jusqu'à présent des dons ou des contributions de leur poche », écrit le capitaine de corvette N. Mhlongo sur la page Facebook de la SANDF.

En plus de la nourriture et autre assistance, le personnel sud-africain avait l'intention d'établir une bibliothèque pour encourager l'alphabétisation dans la région. Cet effort a commencé avec une caisse de livres donnés par le Club de lecture de Ponelopele à Polokwane, une ville sud-africaine.

Le personnel de la LDF, en compagnie de ses homologues de la Force de défense du peuple de Tanzanie (TPDF), a aussi conduit un certain nombre d'engagements civilo-militaires. En mai 2022, les deux contingents ont donné des colis de nourriture à ceux qui vivent dans le camp de réfugiés de Nangade. Certaines des 200 personnes du camp y vivent depuis deux ans. Nangade est le secteur auquel les troupes de la LDF et de la TPDF de SAMIM sont affectées.

« Les mots me manquent car nous n'avions jamais pensé que des soldats provenant d'un pays étranger pourraient un jour tendre la main pour aider les gens démunis de Nangade », a déclaré Selehe Saide, le chef du camp, au nom des réfugiés.

Les forces de la LDF et de la TPDF ont fait équipe avec le personnel du centre de santé de Nangade pour organiser un événement offrant des services médicaux le 12 mai 2023. Cet événement, qui a commémoré la journée internationale du

Un infirmier militaire sud-africain examine un nouveau-né dans la province du Cabo Delgado. FORCE NATIONALE DE DÉFENSE D'AFRIQUE DU SUD

personnel infirmier, a fourni des services gratuits à 153 personnes de la ville de Nangade et des villages environnants. Ces services ont inclus les premiers soins et le dépistage et traitement du paludisme. Les forces de la SAMIM ont aussi donné des médicaments au centre.

Quelques jours plus tard, les soldats de la LDF ont rejoint les autres équipes locales de football dans un tournoi organisé par la police de Nangade pour commémorer la journée de la police. Le personnel médical a fourni des soins de santé, un dépistage et un traitement à 107 habitants du village d'Alamba.

« Nous faisons de notre mieux pour nous acquitter de notre mission ; c'est pourquoi vous nous voyez toujours en patrouille dans vos secteurs et même en visite dans vos villages pour bâtir des liens avec vous », a déclaré le lieutenant-colonel Malefetsane Makhoahle, commandant du contingent de la LDF, aux équipes participantes et aux membres de l'auditoire lors du tournoi.

En juillet 2023, le personnel de la LDF et de la TPDF a offert des services médicaux aux habitants du village 5ème Congresso dans le district de Nangade. Le lieutenant-colonel Boiketsiso Fonane, commandant adjoint du contingent de la LDF, a déclaré aux civils qu'ils devraient se sentir libres de mener une vie normale. « Nous sommes vos protecteurs et vos amis, a-t-il dit. Nous vous exhortons à nous faire pleinement confiance. Nous sommes prêts à traquer les insurgés où qu'ils se cachent dans ce district. Nous ne vous abandonnerons jamais et vous devez savoir que nous faisons partie de vous. »

LA COORDINATION EST ESSENTIELLE

Un peu plus d'un an après son déploiement en juillet 2021, la SAMIM a commencé à changer de focus pour passer des opérations essentiellement militaires à une combinaison d'opérations militaires, civiles, policières et correctionnelles, selon la CDAA.

Le major-général Xolani Mankayi d'Afrique du Sud, commandant de la force de la SAMIM, a déclaré que les composantes œuvreraient ensemble pendant cette

PROFIL DE MISSION :

MISSION DE LA COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE AU MOZAMBIQUE (SAMIM)

La mission de la CDAA a été déployée au Mozambique le 15 juillet 2021, en tant que réponse régionale pour aider le pays à combattre le terrorisme et les actes d'extrémisme violent contre les civils dans certains districts de la province du Cabo Delgado.

Le mandat de la SAMIM inclut la neutralisation des menaces terroristes et le rétablissement de la sécurité pour créer un environnement sécurisé, renforcer et maintenir la paix et la sécurité, et restaurer l'état de droit dans les zones affectées de la province. Il soutient aussi le Mozambique en collaboration avec les agences humanitaires, afin de continuer à fournir une assistance aux populations affectées par le terrorisme, y compris les déplacés internes.

Depuis son déploiement, la SAMIM a reconquis les villages, chassé les terroristes de leurs bases et saisi des armes et du matériel de guerre, ce qui a aidé à assurer une meilleure sécurité pour les déplacements humanitaires.

Huit pays de la CDAA ont déployé des troupes sous l'égide de la SAMIM : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, la République démocratique du Congo, la Tanzanie et la Zambie. Les soldats de la SAMIM travaillent avec les forces mozambicaines at autres, telles que celles déployées par le Rwanda, pour combattre les actes de terrorisme et l'extrémisme violent.

Vers la mi-juillet 2023, la CDAA a prolongé d'une année supplémentaire le mandat de la SAMIM.

Le major-général Xolani Mankayi d'Afrique du Sud (à droite), commandant de la force de la SAMIM, s'exprime lors d'une formation d'intégration pour les soldats qui viennent d'arriver au quartier général de la force à Pemba (Mozambique) en 2023. SAMIM

Un soldat sud-africain aide une enfant à essayer des chaussures. FORCE NATIONALE DE DÉFENSE D'AFRIQUE DU SUD

transition pour rétablir la paix et la stabilité au Cabo Delgado. Il a fait appel aux parties prenantes pour soutenir le plan de reconstruction du Cabo Delgado qui vise à restaurer les services publics, reconstruire l'infrastructure et promouvoir la reprise socio-économique.

En juillet 2022, la SAMIM a accueilli de nouveaux soldats qui ont rejoint la mission. À l'époque, le brigadier Simon M. Barwabatsile du Botswana, commandant adjoint de la force de la mission, avait expliqué aux nouveaux venus l'importance de l'assistance humanitaire. « Pour réaliser notre but collectif, nous nécessitons la participation des civils pour qu'ils jouent divers rôles, par exemple la création de programmes de développement de la confiance, afin d'éliminer la méfiance au sein de la société de la province du Cabo Delgado », avait-il dit, selon une vidéo de SA Defence News. « La cohésion reste notre pierre angulaire afin d'encourager la paix et la sécurité ainsi que de soutenir le développement socio-économique de la province du Cabo Delgado. »

Alors que les forces de la SAMIM cherchaient à renforcer leur focus sur la responsabilisation civile, la sensibilisation des partenaires humanitaires et de leurs différents mandats et responsabilités était essentielle. Dans ce but, la SAMIM et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies ont conduit une formation d'intégration humanitaire pour les nouveaux membres de la Force de défense du Botswana affectés à Pemba en avril 2023.

Cette formation comprenait le cadre juridique international concernant les IDP, les principes de l'action humanitaire, les lois internationales sur les droits de l'homme et les divers acteurs humanitaires de la région.

Vers la mi-2023, la SAMIM a continué à avancer dans sa lutte contre les insurgés. Le gouverneur Valige Tauabo du Cabo Delgado a déclaré sur la radio FM Zumbo en juin 2023 que plus de 400.000 IDP étaient rentrés chez eux.

Alors que la SAMIM poursuit sa mission au Cabo Delgado, il sera important pour la mission de transférer progressivement au gouvernement du Mozambique la tâche de fournir des services essentiels. Ceci sera un défi, déclare le Dr Eizenga. Un engagement politique négocié sera nécessaire entre les autorités locales et les responsables nationaux dans la capitale de Maputo pour assurer que cela se produise.

« Ce qui devient crucial, c'est qu'ils puissent passer le relais à un certain moment. » ❑

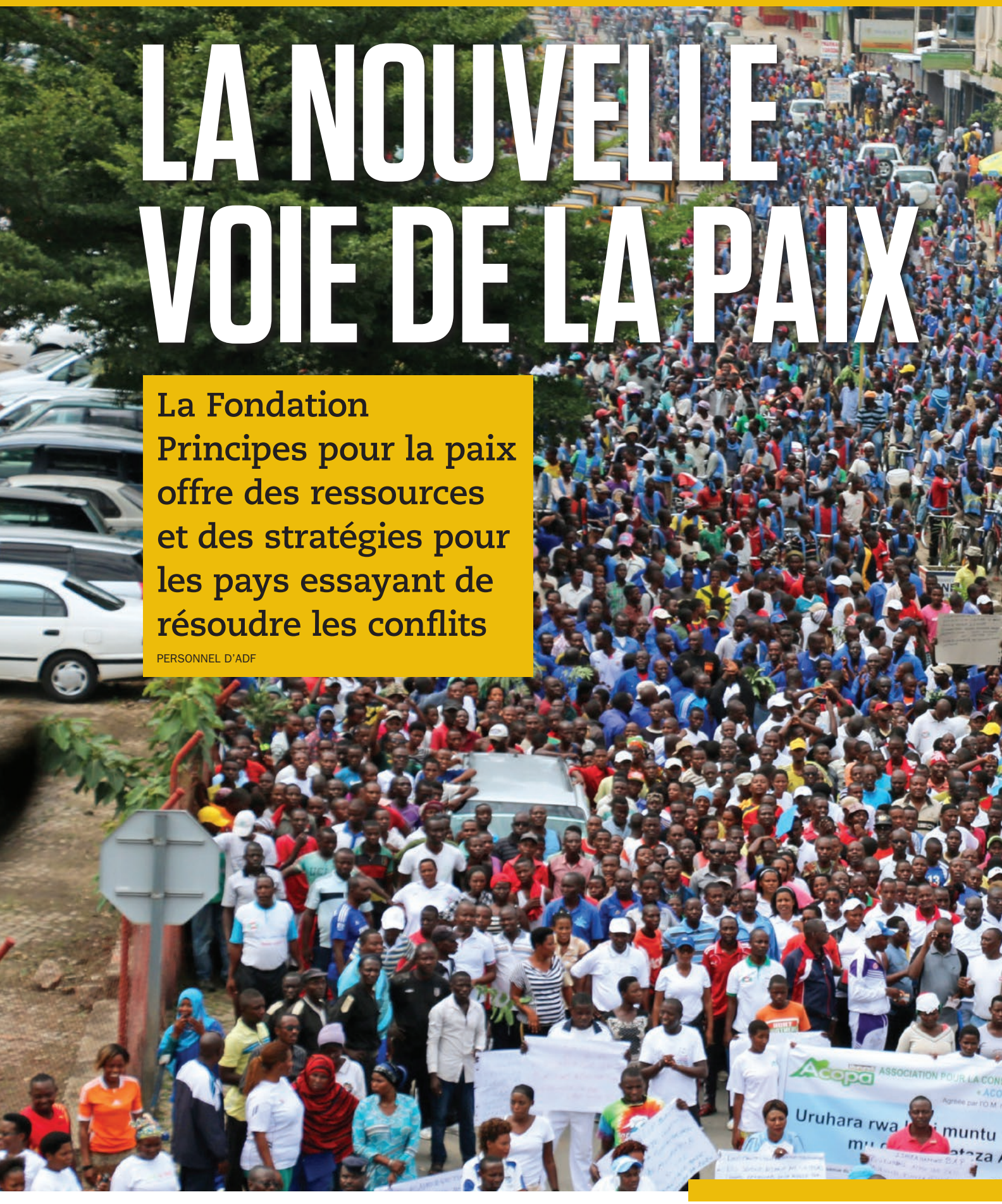
AFRICAN LION

La coopération fait un bond en avant

PERSONNEL D'ADF

Un membre des Forces armées tunisiennes descendait vers le sol après un parachutage en chute libre du haut d'un hélicoptère UH-60 Black Hawk le 31 mai 2023 à l'aire de formation de Ben Ghilouf en Tunisie. Avec environ 8.000 autres personnes provenant de 18 pays, il participait à African Lion 2023, le plus grand exercice annuel combiné et conjoint de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, organisé du 13 mai au 18 juin. L'exercice a aussi eu lieu au Ghana, au Maroc et au Sénégal. Le but d'African Lion est d'améliorer les partenariats entre les forces armées africaines, américaines et autres forces internationales ; améliorer l'interopérabilité ; renforcer les capacités de défense communes et la coopération pour contrecarrer les menaces transnationales et les organisations extrémistes violentes. L'exercice de 2023 a comporté un entraînement à tir réel d'armes combinées ; une composante maritime ; l'entrée forcée conjointe des parachutistes dans une formation sur le terrain ; deux activités de réponse chimique, biologique, radiologique et nucléaire ; et trois événements d'assistance civique humanitaire.

SERGENT 1E CLASSE BRANDON NELSON/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



LA NOUVELLE VOIE DE LA PAIX

La Fondation Principes pour la paix offre des ressources et des stratégies pour les pays essayant de résoudre les conflits

PERSONNEL D'ADF

Les Burundais défilent à Bujumbura en 2017 en faveur des pourparlers de paix visant à résoudre les crises politiques meurtrières qui durent depuis près de deux ans. AFP/GETTY IMAGES

Après être revenu dans sa ville natale de Bujumbura, Frédéric Gateretse Ngoga s'est réveillé un matin avec un sentiment fort du lieu et du devoir.

C'était en novembre 2022 et il était revenu dans la capitale du Burundi parmi les couleurs et les odeurs familières, la bousculade et l'agitation, pour accueillir un dialogue régional de personnes réunies pour proposer une nouvelle approche de résolution des conflits appelée Principes pour la paix (P4P).

À seulement 15 km de distance se trouvait la région Est de la République démocratique du Congo, terrain de bataille sanglant doté de plusieurs armées, groupes rebelles, militants extrémistes, dizaines de milices armées et millions de civils réclamant la paix et la protection.

« Chaque matin lorsque vous vous réveillez à Bujumbura, vous voyez les montagnes de l'Est de la RDC », a-t-il dit à ADF.

Les antécédents violents du Burundi pesaient aussi sur ses réflexions.

Ce fils de diplomate avait vu son adolescence et sa vie de jeune adulte marquées par le génocide, la guerre civile, les coups d'État et d'innombrables morts. Parmi ces derniers se trouvaient deux de ses jeunes cousins.

« Leur décès m'a beaucoup marqué, dit-il. J'ai réalisé qu'il n'existait pas une seule famille au Burundi qui n'était pas affectée par les cycles de violence. »

Ces événements et ces pertes ont forgé son avenir en tant que pacificateur.

Ce conseiller principal de l'Union africaine pour les partenariats internationaux a aussi dirigé la division d'alerte précoce et de prévention des conflits dans la section de paix et de sécurité de l'UA, et il avait assumé les fonctions d'officier principal pour la mission de maintien de la paix de l'UA en Somalie.

Aujourd'hui, en tant que membre de la commission internationale pour une paix inclusive P4P, il œuvre pour faire des P4P et de leur convention de paix la norme des principes de pacification. C'est une référence que les médiateurs, les gouvernements et les organismes régionaux et internationaux peuvent utiliser pour tracer la route vers une paix durable avant, pendant et après le conflit.

La réunion de Bujumbura était l'un de plusieurs centaines d'engagements sur deux ans qui ont façonné les principes.

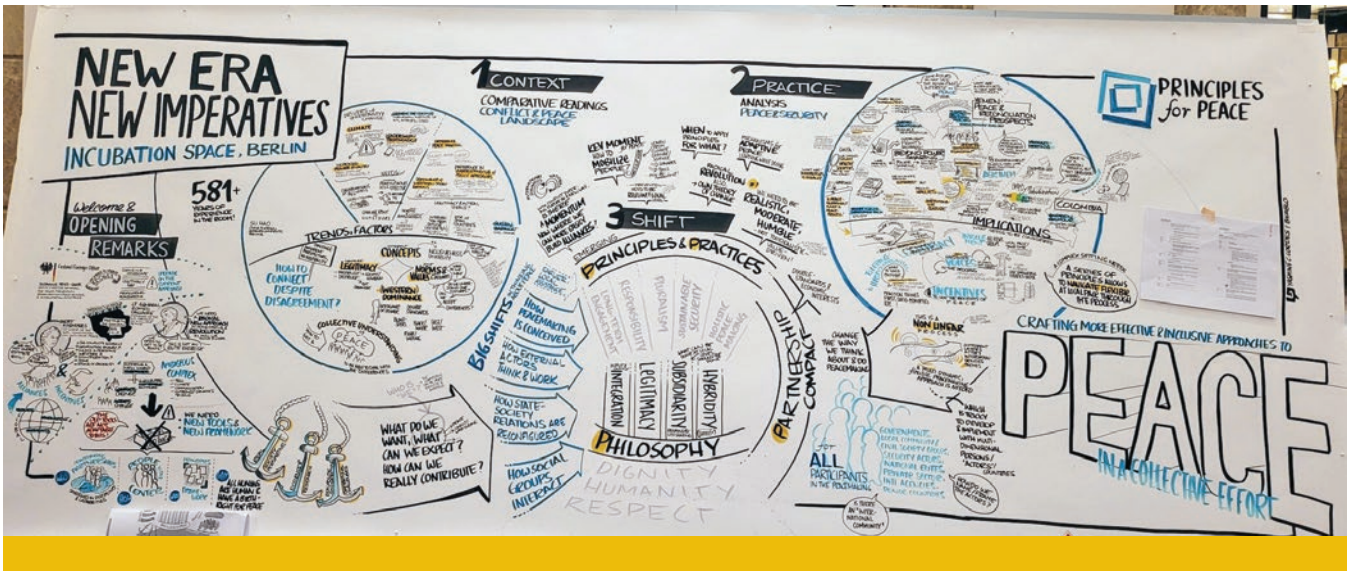
Avec le massif de l'Itombwe en arrière-plan, une foule de pacificateurs chevronnés, d'activistes, de survivants et d'optimistes indéfectibles se sont attelés dans la salle de conférence à la question du passé et du présent violents de la région, en cherchant à en comprendre les ondulations.

DES DÉFIS ANCIENS, DES PRINCIPES NOUVEAUX

La liste des conflits africains est longue. Plus de trente conflits affectent des centaines de millions de personnes sur le continent. Certains sont étatiques, d'autres sont communautaires. Tous sont dévastateurs pour les sociétés et les communautés ; ils font perdre la vie, l'opportunité économique et la cohésion sociale.

Les principes ont été finalisés en janvier 2023. Ils offrent une carte de route concrète et des mécanismes de suivi qui, selon les organisateurs,

Le lieutenant-général canadien Roméo Dallaire (à la retraite) (à gauche), ex-commandant de la mission d'assistance des Nations unies pour le Rwanda, Hiba Qasas (au centre) et Frédéric Gateretse Ngoga sont membres de la Commission internationale sur la paix inclusive.



Il a fallu deux années et des centaines d'engagements pour créer et affiner les Principes pour la paix. FONDATION PRINCIPES POUR LA PAIX

s'intégreront aux efforts des gouvernements, des autorités régionales et des organismes internationaux.

Hiba Qasas, directrice exécutive de la Fondation P4P, est originaire des territoires palestiniens. Elle déclare que son organisation vise à bâtir un mouvement pour révolutionner la pacification.

« J'ai grandi dans une zone de conflit et cela a influencé profondément mon parcours, dit-elle à ADF. J'ai constaté personnellement les dures réalités de la perte et de la souffrance. »

Les Principes, dit-elle, consistent à intégrer le concept de la paix sociale à la pacification pour construire « un environnement sans conflit ni insécurité, avec le respect de la justice et la liberté d'expression, avec la protection des droits. »

Elle déclare que le domaine de la pacification et la stabilisation était auparavant dépourvu d'un ensemble commun de normes, en notant l'impact des principes humanitaires de la Croix-Rouge, dont certains ont été adoptés par les Nations unies en 1991.

« C'est comme le Far West. Cette absence a conduit à l'engagement de divers acteurs dans le processus de pacification en employant différentes approches, en partant de suppositions différentes, et en mesurant différemment les succès. »

Lorsque les belligérants conviennent de mettre en œuvre un cessez-le-feu ou de mettre fin à une dispute, le retour du conflit est un risque considérable. Près de la moitié des conflits mondiaux depuis 1989 ont réapparu, certains ont resurgi trois fois en succession. Plus de 2 milliards de personnes vivent dans des états fragiles et affectés par les

Les experts et les activistes participent au dialogue régional de la Commission internationale pour la paix inclusive à Bujumbura du 22 au 24 novembre 2022.

FONDATION PRINCIPES POUR LA PAIX

conflits ; ils souffrent des conséquences directes et indirectes de la violence et de l'insécurité.

« Il existe des vides majeurs dans l'approche actuelle à la pacification et ils étaient un facteur motivant important pour la création de la Fondation P4P, déclare Mme Qasas. Trop souvent, la paix échoue lorsqu'elle n'est pas suffisamment légitime, inclusive ou transformatrice. »

La convention de paix de l'organisation possède trois principes noyaux : dignité, solidarité et humilité. Ils répondent au besoin d'ancrer les efforts de pacification moralement et éthiquement pour promouvoir la confiance et le respect.

Les deux principes suivants sont le renforcement de la légitimité et la sécurité responsable. Ils servent de fondation pour atteindre une paix durable.

Les trois derniers principes soulignent les engagements nécessaires pour renforcer le processus de paix : promouvoir le pluralisme, adopter la subsidiarité (selon laquelle les questions devraient être traitées au niveau le plus local) et défendre les solutions intégrées et hybrides.

« Il est crucial de reconnaître que l'obtention de la paix politique n'est pas suffisante, dit-elle. La pacification devrait être considérée comme un effort plus vaste visant à transformer les relations entre la société et l'état. »

« Elle devrait améliorer la réponse et la responsabilisation des mécanismes de gouvernance, fournir des avantages réels aux communautés et adresser les fractures sociales sous-jacentes. »

Les Principes pour la paix offrent ces normes comme guide pratique et outil de responsabilisation. Leur objet est de servir de structure pour créer et mettre en œuvre les accords de paix tout en adressant les facteurs clés des conflits au sein d'un processus plus inclusif.

Les Principes ont résulté de 700 études de cas et 150 consultations dans plus de 60 pays, au cours desquelles P4P s'est engagé avec des milliers de parties prenantes du monde entier au niveau de la communauté et de l'état pour tirer les leçons des expériences des personnes les plus affectées par les conflits et pour les écouter.

Mme Qasas a décrit un processus dans lequel elle-même et d'autres chefs de l'organisation ont tenu des dialogues avec des acteurs pacifiques et des acteurs armés non étatiques. Ils ont parlé aux acteurs mal intentionnés qui sont membres de groupes exclus d'un processus de paix ou qui s'en excluent eux-mêmes et emploient la violence pour attaquer le processus.

« Dans certains cas lorsque vous parlez à des acteurs différents, ils disent qu'ils ne faisaient pas partie du processus, a-t-elle dit à Bujumbura. Nous subissons la paix, nous n'y participons pas et nous n'en sommes pas nécessairement propriétaires. »

Désiré Yamuremye, prêtre jésuite qui était membre de la Commission de la vérité et de la réconciliation du Burundi, s'est exprimé lors de la réunion de Bujumbura et a déclaré

Redwan Hussein (à gauche), représentant du gouvernement éthiopien, et Getachew Reda, représentant du Front de libération du peuple du Tigré, se serrent la main à la conclusion d'un accord de paix à Pretoria (Afrique du Sud) le 2 novembre 2022. AFP/GETTY IMAGES

Les forces de sécurité rivales du Soudan du Sud lèvent le bras après une réunion à Djouba le 8 avril 2022. AFP/GETTY IMAGES

que la plupart des accords de paix conclus dans le sillage d'un conflit ne reflètent pas les réalités sur le terrain. Ils ne considèrent pas les dommages économiques et les traumatismes psychologiques soufferts par le peuple.

« Pour qu'un conflit soit transformé en paix complète, il doit exister des progrès économiques qui sont considérés comme ouverts à tous, a-t-il dit. La paix sociale est plus importante qu'un règlement politiquement négocié.

« L'absence de guerre ne signifie pas nécessairement la paix. »

« DONNONS-LUI DES AILES »

Les Principes pour la paix possèdent cinq états parrains : l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse. Ils sont aussi soutenus par plus de 100 organisations non gouvernementales.

En mai 2023, les Principes pour la paix ont été reconnus comme fournissant un cadre de référence partagé et important et des normes communes parmi les acteurs de la pacification dans le Débat ouvert de haut niveau du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les Principes ont été lancés le 10 juillet 2023 aux Philippines, où ils ont servi d'outil de responsabilisation pour suivre la mise en œuvre future du processus de paix de Bangsamoro.

En Afrique, l'organisation a tenu des échanges avec l'UA, le bloc régional de la Communauté d'Afrique de l'Est et les leaders de la Somalie, qui élaborent des plans pour lancer une initiative P4P là-bas.

Mme Qasas est enthousiaste et ambitieuse pour cette phase de déploiement des principes. Elle déclare qu'elle est déterminée pour que ces efforts « ne soient pas seulement des mots qui ramassent de la poussière sur une page ». Elle aime particulièrement parler de la mise en œuvre en employant la phrase « Donnons-lui des ailes ».

« Ce qui m'a réellement inspirée et émue, c'est l'énergie indéfectible des jeunes, la passion de la société civile et le leadership éclairé qui émerge de divers secteurs », dit-elle en se référant à son parcours de 20 ans en tant que pacificatrice. « Leur détermination collective nous a poussé à aller de l'avant, à rompre les barrières et à défier le statu quo. »

Considérant les conflits en Afrique et dans le monde, M. Gateretse Ngoga voit un besoin urgent de donner aux pacificateurs une boîte à outils mise à jour.

« Les gens n'ont pas à mourir à cause du lieu de leur naissance, de leur sexe ou de leur croyance, dit-il. Malheureusement, considérant ce qui se passe dans le monde, il semblerait que nous n'apprenons pas notre leçon. »

Il se concentre sur la recherche des « faiseurs de bruit », les gens dont la voix en faveur de la paix peut être amplifiée par la Fondation P4P.

« Il existe une normalisation de l'intolérance dans nos débats publics, et nous pensons que c'est OK, dit-il. Nous allons là où nous n'étions jamais allés, même en ce qui concerne la façon dont nous nous traitons les uns les autres. »

« La vérité c'est que, pour les gens qui détiennent les bonnes valeurs et qui ont une simple décence, nous avons le devoir de riposter. Mais nous avons tous été timides. » ❑

UN
UN

LE MAINTIEN DE LA PAIX
qui place les gens en premier

Les protestations contre les Casques bleus de l'ONU compromettent les missions. Les experts proposent des méthodes pour obtenir de nouveau le soutien des communautés hôtes.

PERSONNEL D'ADF

Le major-général Emmanuel Kotia se souvient de son déploiement au Liban en 2006 pour commander le bataillon ghanéen de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).

Certains villages du Sud dans sa zone de responsabilité avaient été occupés et gravement endommagés pendant la guerre. Les résidents avaient été forcés de s'enfuir et leur colère à leur retour chez eux était manifeste.

« Ils étaient dévastés, a-t-il dit à ADF. Lorsque les gens sont revenus dans leur village, ils ne voulaient voir aucun véhicule de l'ONU sur la route. » Il dit que les civils pensaient que l'ONU aurait dû faire plus pour empêcher les attaques.

Le général Kotia décida de rendre visite aux chefs traditionnels appelés moukhtars et d'offrir l'assistance de son bataillon. « Je leur ai dit : "Écoutez, nous sommes ici pour vous soutenir. Ce qui s'est passé s'est passé mais il faut pardonner et oublier." J'ai donc pris un café avec eux, j'ai bavardé avec eux, je suis allé devant eux et cela leur a probablement fait changer d'avis. »

Une Congolaise et son enfant traversent la route devant une patrouille de gardiens de la paix dans la ville de Kiwanja (République démocratique du Congo). REUTERS

Le major-général Emmanuel Kotia du Ghana s'exprime en 2019 lorsqu'il était commandant du secteur occidental de la mission de maintien de la paix des Nations unies en République démocratique du Congo. MONUSCO

Lors de la deuxième rencontre avec les chefs locaux, les discussions ont été plus ouvertes. Alors qu'ils avaient insisté auparavant qu'ils ne voulaient pas et ne nécessitaient pas l'aide de l'ONU, maintenant ils ont admis qu'ils avaient besoin d'un peu d'aide. Ils ont demandé à l'ONU d'utiliser son équipement pour déplacer un conteneur qui bloquait une route. Le général Kotia l'a immédiatement ordonné.

Ce petit geste, dit-il, a ouvert la porte à un partenariat civilo-militaire plus robuste. Avant longtemps, l'ONU offrait à la communauté de l'eau propre de ses camions-citernes et des services de soins de santé fournis par ses cliniciens.

« L'un des enjeux fondamentaux que les missions de maintien de la paix devraient inclure dans leur mandat ou concept des opérations est que la vie des civils qu'elles protègent doit être améliorée, déclare le général. Si la qualité de vie ne s'améliore pas, l'opération de maintien de la paix sera mal accueillie. »

Il a écrit un livre intitulé « Les Forces armées du Ghana dans les opérations de paix du Liban et du Liberia » et il a participé à des missions au Cambodge, au Liberia, en République démocratique du Congo (RDC), au Sahara occidental et ailleurs. Il déclare qu'il est plus important que jamais de bien comprendre les relations civilo-militaires dans le domaine du maintien de la paix. L'ONU a fait face à des manifestations violentes contre sa présence en RDC et au Mali. Le général Kotia et d'autres experts ont offert des recommandations sur la façon de gagner l'acceptation des communautés hôtes et de rendre les missions plus efficaces.

GÉRER LES ATTENTES

Bien que les experts déclarent qu'il est important pour la population de constater des avantages dérivés d'une opération de maintien de la paix, ils avertissent aussi que les gens doivent connaître les limites des aptitudes et du mandat des gardiens de la paix.

Les civils deviennent souvent mécontents à cause de l'écart entre ce que les gardiens de la paix peuvent faire et ce que les civils attendent d'eux.

« Nous avons vu des gardiens de la paix revenir et dire que la communauté s'attendait à ce que nous puissions solutionner tous les problèmes : fournitures médicales, nourriture, accès aux transports, gestion de l'infrastructure, lutte contre les gens considérés comme des menaces », a déclaré Ouiem Chettaoui, responsable principale de programme travaillant sur la formation de gestion des conflits pour les gardiens de la paix à l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP), lors d'un webinaire.

Il est crucial de communiquer ce qu'une mission peut faire et ce qu'elle ne peut pas faire. Ceci exige un engagement communautaire grâce à des événements tels que les réunions publiques, les diffusions de télévision et radio, et autres efforts de sensibilisation. « Si une attente existe pour que la mission de maintien de la paix résolve des problèmes en dehors ou au-delà de ses compétences, cela crée un problème de confiance, déclare Mme Chettaoui. La gestion des attentes est donc essentielle et la communication ciblée est essentielle. »

Elle dit que chaque membre d'une mission doit connaître le mandat et les objectifs de la mission pour pouvoir les communiquer clairement lors des interfaces avec le public. Une sensibilisation efficace du public aide aussi la mission à contrer la désinformation qui peut envenimer les relations entre les civils et les gardiens de la paix.

« Tout le monde doit savoir exactement ce que sont les arguments concernant les objectifs de la mission et ce qu'elle peut raisonnablement réaliser à l'heure actuelle », déclare-t-elle.

CHERCHER DES PROJETS QUI ONT UN IMPACT RAPIDE

Au début d'une mission, il est important pour la population de constater des avantages tangibles dus à la présence des gardiens de la paix. Une méthode pour cela consiste à mettre en œuvre un « projet à impact rapide » qui améliore la vie des résidents tout en fournissant aux gardiens de la paix une certaine crédibilité.

Le général Kotia se souvient que le contingent italien

de la FINUL faisait face à une forte résistance à sa présence. Les villageois criaient après les Casques bleus et lançaient des pierres sur leurs véhicules. Il a recommandé au commandant italien de se présenter devant les chefs locaux et de leur demander ce dont ils avaient besoin, de préférence quelque chose qui pouvait être réalisé assez rapidement.

Il est devenu évident que les Libanais avaient besoin de meilleures routes et autre assistance. Les Italiens ont pu lancer un projet de restauration de route et la dynamique civilo-militaire a complétement changé. « Cela les a rendus plus sympathiques aux yeux des gens », déclare le général.

Ces projets à impact rapide peuvent être de petite échelle, comme le forage d'un puits pour obtenir de l'eau fraîche, ou ils peuvent être plus complexes, comme l'amélioration de l'accès à l'électricité ou des chemins de fer. Le déminage est aussi un besoin vital dans de nombreux pays marqués par la guerre. Ceux qui ont dirigé des missions disent qu'il est crucial que les communautés constatent des résultats.

« Les opérations de maintien de la paix doivent élaborer des stratégies de projets à impact rapide qui amélioreront la vie des gens le plus rapidement possible », déclare le général.

ADOPTER LA RESPONSABILISATION

Parfois, les missions de maintien de la paix perdent leur crédibilité à cause d'actes malveillants tels que l'exploitation sexuelle ou la violence contre les civils. Dans d'autres cas, l'impossibilité ou le refus d'agir face à une menace contre les civils peut fracturer la relation. Dans l'Est de la RDC par exemple, il y a eu des cas où les forces de l'ONU ont manqué d'intervenir pour empêcher les massacres commis par les rebelles. Ceci est devenu un cri de ralliement pour les manifestants qui demandaient la fin de la mission.

« Nous autres, en tant que Nations unies, devons renforcer notre mécanisme de responsabilisation », déclare Claudia Croci, spécialiste principale à l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche, dans un webinaire. « Si quelque chose ne marche pas dans la

Des familles déplacées par les conflits observent le passage d'un convoi de gardiens de la paix de la mission de l'ONU en République centrafricaine. Les experts pensent qu'une relation de confiance entre les civils et les gardiens de la paix est cruciale pour le succès des missions. AFP/GETTY IMAGES

bonne direction, je pense que nous devons vraiment faire une seconde de pause et essayer de comprendre pourquoi cela n'a pas du tout marché et ce que nous pouvons faire pour le corriger. Et montrer aux communautés qu'il existe un système de responsabilisation. »

Cela pourrait inclure des forums publics dans lesquels les Nations unies expliqueraient leurs actions et les mesures concrètes qu'elles prennent pour améliorer les choses. L'ONU interface avec le public grâce à ses équipes conjointes de protection, ses réseaux d'alerte communautaire et son personnel de mission chargé de la sensibilisation communautaire. Mais les experts déclarent qu'on pourrait faire plus.

« Si quelque chose ne marche pas, ce n'est pas suffisant de dire simplement "Je suis désolée, quelque chose n'a pas marché" ; il faut montrer qu'il y a des conséquences, que les gens sont tenus responsables et qu'il est vraiment important d'éviter cette situation », déclare Mme Croci.

En 2015, l'ONU a émis sa politique de responsabilisation en matière de déontologie et de discipline dans les missions de terrain, pour renforcer les punitions du personnel ayant commis des abus. Par exemple, des gardiens de la paix de l'ONU accusés d'avoir tiré des balles réelles sur les manifestants à l'extérieur d'un entrepôt à Goma (RDC) en juillet 2022 ont été arrêtés et l'ONU s'est formellement excusée en décrivant l'incident comme étant « innommable et irresponsable ».

« Faites une pause et essayez de comprendre pourquoi cela s'est produit et, si une faute a été commise, reconnaissez son existence, déclare Mme Croci. Nous sommes humains, nous pouvons faire des erreurs. Mais reconnaissez-le. »

Elle ajoute qu'une attitude d'impunité ou de réserve éloignera rapidement les gardiens de la paix de la population qu'ils sont venus protéger. « Nous ne l'accepterions pas en tant qu'individus ; pourquoi penserions-nous que les communautés dans lesquelles nous intervenons et qui nous hébergent l'accepteront ? »

Une femme à côté d'un véhicule blindé de la mission des Nations unies en République centrafricaine. La relation civilo-militaire dans de nombreuses missions de maintien de la paix de l'ONU s'est détériorée en raison de problèmes tels que la lenteur de la réponse aux menaces, les abus des gardiens de la paix et la désinformation. AFP/GETTY IMAGES

Une jeune fille portant un enfant passe devant les gardiens de la paix de l'ONU après de fortes pluies et des inondations qui ont forcé des centaines de milliers de personnes hors de leur foyer au Soudan du Sud. Les relations civilo-militaires sont renforcées lorsque les gardiens de la paix fournissent de l'aide en période de difficulté. REUTERS

ÊTRE CONSCIENT DE LA CULTURE ET PRÊT À ARBITRER

Pendant son séjour au Liban, le général Kotia a constaté que certains gardiens de la paix transgressaient des tabous locaux tels que la consommation d'alcool en public. Dans un pays à majorité musulmane, cet acte pourrait discréditer entièrement la force aux yeux des civils et rendre le travail de l'ONU plus difficile.

Il déclare que l'éducation culturelle doit être intégrée à la formation avant le déploiement.

« Les soldats doivent étudier l'environnement, ce dernier doit leur être expliqué et ils ont besoin de connaître les coutumes du peuple. Cela les aidera à apprécier le type de gens qu'ils vont rencontrer et comment ils peuvent avoir un rapport avec eux. »

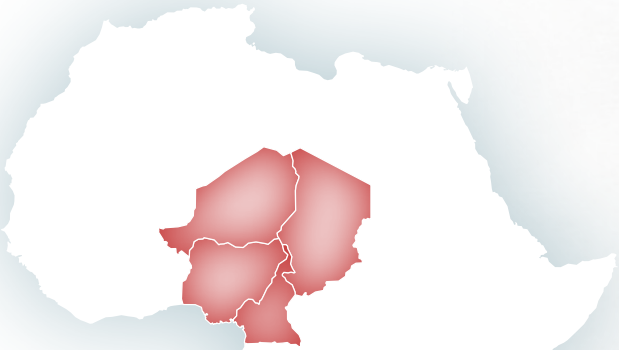
L'ONU et l'USIP intègrent plus de scénarios de la vie réelle dans la formation offerte aux gardiens de la paix.

Mme Chettaoui déclare que ces outils peuvent conduire à de meilleures interactions civilo-militaires et promouvoir des formes alternatives de résolution des conflits telles que la médiation et la résolution collaborative des problèmes. De cette façon, dit-elle, la communauté verra que les gardiens de la paix peuvent arbitrer les différends plutôt que de « fermer le portail si les choses deviennent trop tumultueuses ou sortir les fusils ».

« Il est nécessaire de les munir d'outils sur la façon de négocier, la façon d'arbitrer, la façon de résoudre un problème sans avoir recours à la violence », déclare-t-elle.

Mme Croci déclare que l'ONU, à mesure qu'elle réforme sa formation avant le déploiement, œuvre pour présenter aux gardiens de la paix les types de scénario chargés et complexes qu'ils affronteront sur le terrain.

« La formation est directement liée aux expériences qu'ils vivront une fois qu'ils seront déployés, dit-elle. La préoccupation concernait la fourniture aux gardiens de la paix des outils pratiques pour agir et faire la différence une fois déployés. Ce n'est pas une question théorique… mais plutôt comment cela est converti dans votre travail quotidien. » ❑



Les enfants du DÉSESPOIR

Alors que les attaques militaires et le factionnalisme réduisent leurs effectifs, les extrémistes se tournent vers les enfants soldats dans le bassin du lac Tchad

PERSONNEL D'ADF

Un clip vidéo de 27 minutes montre comment les groupes extrémistes les plus acharnés du bassin du lac Tchad transforment les enfants de 8 à 16 ans en radicaux religieux, extrémistes armés et assassins.

Intitulé « La génération responsabilisée », ce film de propagande de janvier 2022 est produit par « L'école des cadets du Khilafah » [califat] de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI). C'est la vidéo la plus détaillée jamais diffusée de l'État islamique (Daech) sur les enfants, selon la Fondation Jamestown. Celle-ci déclare que « son objet est de présenter une journée dans la vie des stagiaires de l'école ».

Les enfants passent la journée à réciter le Coran, prier et étudier l'Islam et la langue arabe. « Il y a aussi une classe où ils regardent des vidéos de propagande de Daech et une autre qui inclut deux sessions d'entraînement physique, y compris l'autodéfense et une formation sur les armes, indique la fondation. Vers la fin de la vidéo, on montre finalement les enfants pratiquant des exercices de guerre urbaine, où ils pénètrent dans un immeuble

Des ex-militants de Boko Haram et de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique attendent d'être libérés au camp de Hajja à Maiduguri (Nigeria) en mai 2023, après un programme de réhabilitation de cinq mois.

AFP/GETTY IMAGES

Cet adolescent qui utilise ses mains pour masquer son identité était précédemment associé à des groupes de miliciens armés dans la région du Sahel. Il a vécu dans une résidence sûre de Niamey, la capitale du Niger, avec 40 autres. GETTY IMAGES

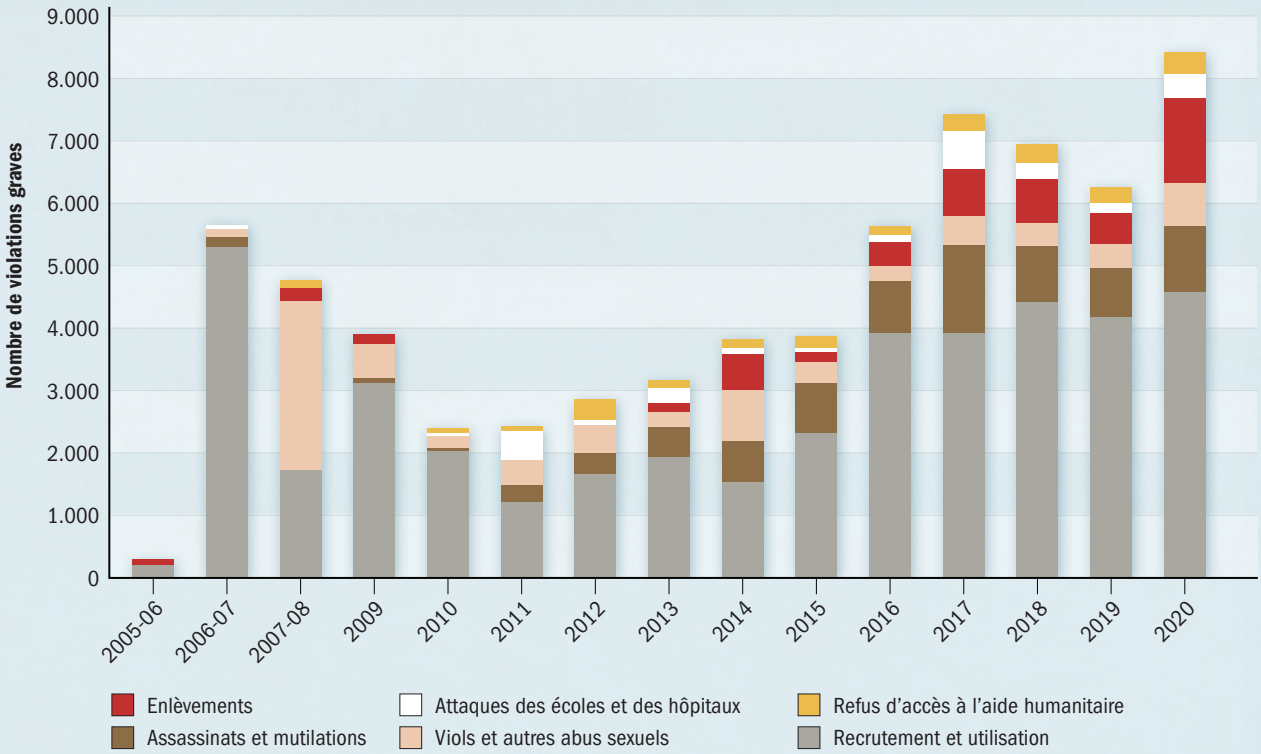
abandonné de façon tout à fait coordonnée. Ils capturent plusieurs otages, en fait des soldats nigérians qui avaient été faits prisonniers par la PAOEI lors de combats précédents, puis ils les exécutent. »

La vidéo suggère que ces « louveteaux du califat », comme Daech appelle les enfants recrutés, font partie de la stratégie à long terme de la PAOEI pour reconstituer et rajeunir ses effectifs.

Alors que le conflit fait rage dans la région du bassin du Tchad, le reliquat de Boko Haram appelé Jama'atu Ahlus-Sunna Lidda'Awati Wal Jihad (JAS) et la PAOEI, sa branche, ont continué de se battre entre eux alors même qu'ils perdent du terrain face à l'armée nigériane équipée de nouvelles ressources létales et possédant une détermination renouvelée.

Peu après le début des attaques du Nigeria contre les positions de Boko Haram et de la PAOEI depuis les airs en 2021 à l'aide d'une douzaine d'avions légers d'attaque A-29 Super Tucano qui venaient d'être acquis, des milliers de combattants accompagnés des membres de leurs familles et de leurs associés ont commencé à quitter la région, à déposer leurs armes et à se rendre.

Violations graves contre les enfants en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale*



*Pour le total consolidé des violations graves par an, le nombre d'enfants affectés est utilisé pour « Recrutement et utilisation », « Assassinats et mutilations », « Violence sexuelle » et « Enlèvements », alors que le nombre d'incidents est utilisé pour « Attaques des écoles et des hôpitaux » et « Refus d'accès à l'aide humanitaire »

Source : Rapport annuel du secrétaire général des Nations unies sur les enfants et le conflit armé, 2005 à 2021.

Le major-général Christopher Musa, chef d'état-major de la Défense du Nigeria, a déclaré en mars 2022 qu'au moins 7.000 « insurgés y compris des combattants, non-combattants, fantassins, ainsi que leurs familles, ont continué à déposer leurs armes dans diverses régions de Borno pour accepter la paix », selon la News Agency du Nigeria.

À la fin 2022 et au début 2023, certains rapports d'actualité signalaient que plus de 80.000 hommes, femmes et enfants associés aux organisations extrémistes violentes (OEV) s'étaient rendus à l'armée.

Ces facteurs se sont combinés pour susciter un sentiment de panique chez les insurgés. En particulier, la PAOEI dominante s'est tournée vers le recrutement des enfants soldats et cherche à s'allier à d'autres affiliés de Daech dans la région du Sahel au sens large, déclare le Dr Folahanmi Aina, chercheur nigérian et Associate Fellow au Royal United Services Institute, un groupe de réflexion de sécurité et de défense à Londres.

« En premier lieu, il est intéressant de noter que la PAOEI est en ce moment tout à fait désespérée ; elle a subi de lourdes pertes, et pas nécessairement du fait des attaques lancées par l'armée contre elle. C'est une partie de ce qui se passe », déclare le Dr Aina à ADF.

« D'un côté, il est correct de dire que l'emploi des Super Tucano a fait pencher radicalement la balance en faveur du Nigeria, en particulier puisque ce sont des ressources aériennes de précision conçues contre des cibles de précision pendant les combats aériens, dit-il. Mais il faudrait aussi faire attention de ne pas l'attribuer uniquement à ce facteur. Je serais donc plus à-même de dire qu'il s'agit d'une combinaison de plusieurs facteurs. L'un d'eux est bien sûr de meilleurs yeux dans le ciel. Mais aussi une amélioration des ressources humaines sur le terrain, une amélioration du ROHUM, à savoir le renseignement d'origine humaine. »

Au cours des dernières années, la PAOEI a cherché à se différencier du JAS en évitant les attaques indiscriminées contre les civils, en particulier les musulmans. Ce faisant, la PAOEI a pu s'implanter dans les communautés civiles de la région et obtenir un soutien auprès de celles-ci.

« Il semble que la stratégie présumée de la PAOEI visant à ne pas cibler les civils a détourné l'attention de son recrutement des jeunes garçons », écrivent Malik Samuel et Oluwole Ojewale dans « Les enfants sur le champ de bataille : les toutes dernières recrues de la PAOEI » pour l'Institut des études de sécurité (ISS) en mars 2022.

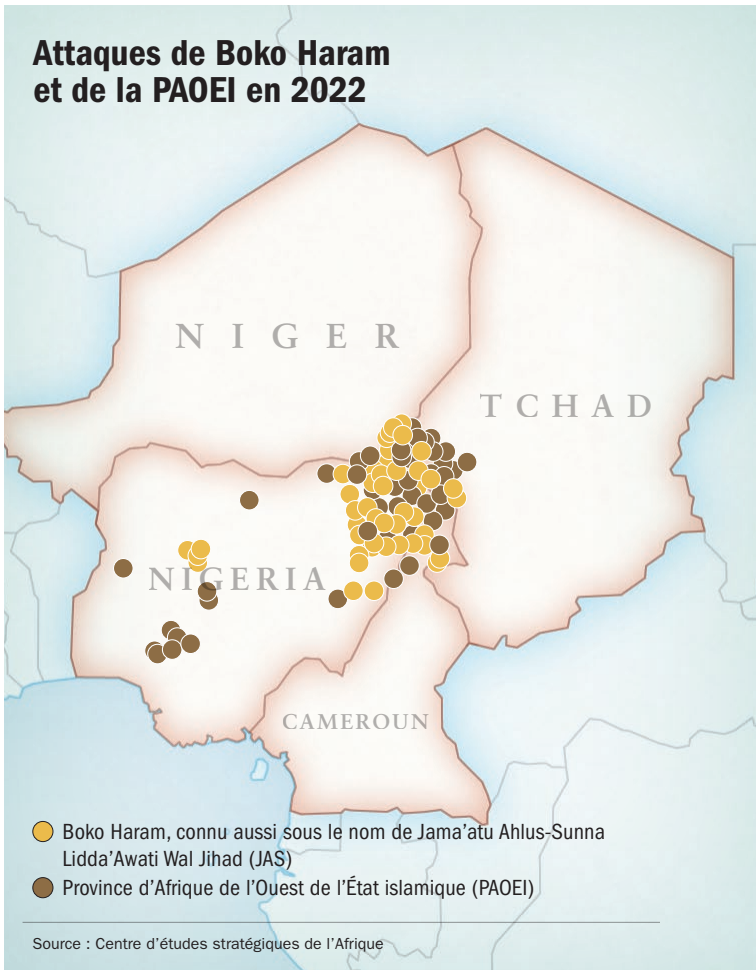
« Le mauvais traitement des civils, en particulier l'emploi des jeunes dans les combats, l'asservissement des femmes et des jeunes filles, et les enfants qui meurent de faim, fait partie des raisons pour la scission de Boko Haram, déclare l'article de l'ISS. La PAOEI a critiqué spécifiquement [l'ancien chef décédé du JAS Abubakar] Shekau pour avoir provoqué la mort de nombreux enfants. On s'attendrait à ce que la PAOEI agisse différemment mais les récentes pertes de combattants sur les champs de bataille, les affrontements avec le JAS et la désertion des membres ont pu la forcer à réévaluer sa position sur les enfants soldats. »

Le Dr Daniel Eizenga, Research Fellow au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), a résumé ainsi la situation pour ADF : « Cela vous montre que, du point de vue de l'idéologie, ces organisations extrémistes sont assez inconstantes. »

UNE TRAGÉDIE RÉGIONALE

La région d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale est la première du monde en termes de menaces graves contre les enfants, notamment leur recrutement et leur emploi comme combattants, selon un rapport des Nations unies de 2021. Entre 2016 et 2021, la région était en tête dans le monde, avec plus de 21.000 enfants recrutés et utilisés par les groupes armés non étatiques. Elle était aussi la première pour le nombre d'enfants victimes de la violence sexuelle, avec plus de 2.200 violations enregistrées. Le nombre d'enlèvements d'enfant, s'élevant à plus de 3.500, était le deuxième du monde pendant cette période.

Bien que la contribution de la PAOEI à ces statistiques puisse être largement attribuée à son désespoir face aux attaques militaires, aux querelles factionnelles et aux défections, le Dr Aina déclare à ADF qu'il pourrait aussi exister des considérations stratégiques.



« Le deuxième point à garder à l'esprit, c'est que la PAOEI, en essayant de raffermir ses gains dans la région, essaie aussi d'utiliser son influence comme levier et de l'accroître en collaborant plus avec d'autres OEV dans la région du Sahel au sens large. »

Il affirme qu'il pourrait même exister une mise en commun des recrues entre la PAOEI et d'autres affiliés régionaux de Daech, par exemple l'État islamique dans le Grand Sahara. « Après tout, dit-il, ils ont le même agenda. »

Il existe déjà des rapports selon lesquels plus de 200 enfants entraînés, provenant de la zone du lac Tchad, ont été envoyés au Mali et au Niger en février 2022 pour s'y joindre à un groupe affilié à Daech afin de « mener une campagne de terreur », selon SBM Intelligence, plateforme nigériane du renseignement géopolitique.

LA LUTTE CONTRE LA TENDANCE

Une approche multidimensionnelle sera nécessaire pour affronter et empêcher le recrutement des enfants par les OEV. Le Dr Aina déclare que les forces armées du Nigeria ont « vraiment excellé pour gagner les cœurs et les esprits » et pour développer la confiance parmi les civils du bassin du Tchad. Elles l'ont fait en organisant des activités sportives, en fournissant des articles d'assistance et en offrant une aide médicale. De tels efforts de bienveillance aident à créer des ressources humaines sur le terrain qui peuvent s'ajouter aux efforts militaires tels que la reconnaissance aérienne et les attaques aériennes. Même avec une meilleure technologie et des ressources aériennes, les forces de sécurité ont besoin de pouvoir recueillir des renseignements pour les aider à localiser les cibles appropriées et confirmer les évaluations d'impact des combats, dit-il.

Il est crucial de transformer cette bienveillance en mesures exploitables pour aider à concrétiser les efforts qui empêchent d'utiliser les enfants soldats. Le Dr Aina pense qu'il existe trois opportunités pour accomplir cela.

Premièrement, les forces armées nigérianes devraient intensifier leurs opérations d'influence dans le but de gagner les cœurs et les esprits des civils. Il dit que l'armée peut faire davantage dans l'environnement informationnel afin de discréditer le récit de la PAOEI et du JAS qui pourrait être attrayant pour les jeunes. Une façon consisterait à demander aux jeunes qui ont quitté l'extrémisme de contrecarrer les histoires de gloire racontées par les terroristes avec des histoires vraies sur les réalités dures et dangereuses de la vie avec la PAOEI et le JAS. Le ciblage du recrutement sur les plateformes des réseaux sociaux populaires chez les jeunes, par exemple X (anciennement

L'objet de l'initiative de la sécurité des écoles consiste à assurer que les enfants puissent accéder en toute sécurité à l'éducation dans le Nord du Nigeria, étant donné les antécédents de Boko Haram consistant à attaquer et fermer les écoles de la région et à enlever les élèves.

La mère d'une jeune fille enlevée de Chibok passe devant la résidence scolaire où 276 lycéennes ont été enlevées par les extrémistes de Boko Haram en 2014. AFP/GETTY IMAGES

« Je pense que nous sommes à un moment où il existe une opportunité réelle pour le gouvernement nigérian d'éradiquer Boko Haram et la PAOEI et de les dégrader comme ils ne l'ont pas été depuis très longtemps. »

~ Dr Daniel Eizenga,
Research Fellow au Centre d'études stratégiques de l'Afrique

Les soldats nigérians ont secouru ce jeune garçon des mains de Boko Haram dans la forêt de Sambisa. Il se tient devant des dessins produits par d'autres otages libérés.
AFP/GETTY IMAGES

Twitter), Facebook, WhatsApp et Telegram, sera essentiel pour ces efforts.

La deuxième recommandation serait pour le Nigeria de finaliser son initiative de sécurité des écoles, lancée en 2014. Muhammadu Buhari, président à l'époque, avait approuvé le projet en 2019. En 2023, il y a des signes que sa mise en œuvre est imminente. L'objet de l'initiative consiste à assurer que les enfants puissent accéder en toute sécurité à l'éducation dans le Nord du Nigeria, étant donné les antécédents de Boko Haram consistant à attaquer et fermer les écoles de la région et à enlever les élèves. C'était le cas pour 276 lycéennes de Chibok en 2014. Selon une estimation du gouvernement de l'État de Borno, les insurgés ont détruit plus de 5.000 bâtiments d'école au cours des années.

Le Dr Aina déclare que le gouvernement du Nigeria devrait étendre le programme en profitant de la technologie pour fournir un enseignement virtuel et distant, y compris dans la langue locale. Au lieu de protéger seulement les bâtiments, cela permettrait au programme de fournir des opportunités d'enseignement dans des cadres qui se prêteraient moins aux attaques des insurgés.

Dans ce sens, un projet de loi vient d'être adopté pour permettre aux états, aux sociétés et aux personnes de produire, transporter et distribuer l'électricité, dans certaines conditions. Cela pourrait aider à accroître l'électrification et améliorer le potentiel de l'enseignement à la maison, selon le Dr Aina.

Finalement, le Nigeria devrait intensifier l'opération Corridor de sécurité, programme lancé en 2016 pour accueillir les transfuges afin qu'ils puissent être réhabilités et qu'ils puissent réintégrer la société, dans le but spécifique d'adresser les besoins des ex-enfants soldats.

Alors que l'armée nigériane continue à s'attaquer à la PAOEI et aux autres insurgés, le Dr Eizenga du CESA déclare qu'on a raison d'être optimiste sur la fin de la menace extrémiste dans le Nord-Est. Mais il faut aussi réaliser que, ce faisant, l'armée doit être prête à prendre les mesures qui empêcheront que cette menace ne réapparaisse.

« Je pense que nous sommes à un moment où il existe une opportunité réelle pour le gouvernement nigérian d'éradiquer Boko Haram et la PAOEI et de les dégrader comme ils ne l'ont pas été depuis très longtemps, dit-il. Je pense que ces factions ont été gravement affaiblies et que le moment est donc venu pour le gouvernement du Nigeria de choisir de mobiliser les ressources afin de les empêcher de pouvoir rebondir. »

Pour ce faire, le gouvernement et les forces armées devront concevoir un moyen d'établir une « présence sécuritaire soutenue dans la région, focalisée sur la protection des communautés, la protection des civils ». Les forces nigérianes et les autres forces régionales ont déjà mis les insurgés du bassin du Tchad sur la défensive auparavant, mais elles n'avaient pas la capacité de les empêcher de revenir. Cela sera essentiel cette fois-ci.

« Nous avons aussi constaté que ces organisations extrémistes violentes peuvent être très résilientes et qu'elles peuvent agir en quelque sorte sous forme d'insurrections perturbatrices. » ❑

Des responsables de la sécurité traversent le tunnel d'une mine d'or à Westonaria (Afrique du Sud)

LES RESSOURCES NATURELLES POUR LE BÉNÉFICE DE TOUS

LES CONFLITS LIÉS AUX RESSOURCES ET LA GESTION INCOMPÉTENTE DÉSTABILISENT ET HEURTENT LES RELATIONS CIVILO-MILITAIRES. CELA PEUT ÊTRE ÉVITÉ.

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS DE REUTERS

Au cours des dix dernières années, le Soudan est devenu le troisième producteur d'or en Afrique. Cette industrie a gagné une impulsion après la sécession du Soudan du Sud en 2011, lorsque le pays s'est tourné vers l'extraction minière pour compenser les deux tiers des puits de pétrole qu'il avait perdus lors de la séparation.

Mais la population n'a pas bénéficié de cette richesse naturelle. Au lieu de mines d'or gérées par le secteur privé et taxées en conséquence, elles sont entre les mains de l'armée.

Les forces armées du Soudan participent pleinement à l'économie du pays, depuis les mines d'or jusqu'à l'agriculture et la fabrication des armes. Elles incluent les Forces armées soudanaises (SAF) dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide dirigées par un général connu sous le nom de Hemeti. Avant même que les deux généraux se retournent l'un contre l'autre dans une guerre civile, les habitants du pays protestaient contre la façon dont l'armée gérait l'extraction de l'or.

En mars 2023, des manifestants dans l'État soudanais de Mer Rouge ont demandé aux SAF de fermer une mine d'or qu'elles géraient dans la base militaire de Dordeib.

« Nous nous demandons comment il est possible que des mines aient été établies à l'intérieur d'une base de l'armée, et pourquoi l'armée s'écarte de ses responsabilités réelles et préfère créer des entreprises commerciales », a déclaré un manifestant sur Radio Dabanga du Soudan.

Des mineurs travaillent dans la mine d'or Freda Rebecca du Zimbabwe.

Hemeti a des liens avec le groupe Wagner de mercenaires russes, lequel a ouvert ses propres opérations minières dans le pays pendant le régime de l'ex-dictateur Omar el-Beshir. La Wagner exporte par contrebande des tonnes d'or hors du Soudan chaque année pour aider la Russie à contourner les sanctions financières internationales imposées après l'invasion

IL Y A PLUSIEURS RAISONS POUR LESQUELLES LES RESSOURCES NATURELLES NE SONT PAS EN FAIT UNE AUBAINE POUR LES ÉCONOMIES NATIONALES. DANS CERTAINES RÉGIONS D'AFRIQUE, L'INVASION DES VOLEURS ET DES TERRORISTES EMPÊCHE LES PAYS D'EXPLOITER LEURS RESSOURCES. DANS D'AUTRES PAYS ... LES TERRORISTES ONT SAISI LE CONTRÔLE COMPLET DES OPÉRATIONS DE MINES D'OR.

La majorité du bois de rose africain illégalement abattu part pour la Chine où il est employé pour fabriquer le mobilier sur mesure.

de l'Ukraine en 2022. Cette contrebande fait perdre au Soudan des millions de dollars en revenus publics chaque année.

Le Soudan n'est pas le seul pays dont l'armée est engagée dans des entreprises commerciales. Ce type de commerce détenu par les militaires est le plus répandu dans le secteur des ressources naturelles et des industries minières. Dans son rapport intitulé « Les sociétés détenues par l'armée : corruption et risque pour les réformes », Transparency International note que la position privilégiée des forces armées au sein d'une société « leur permet de tirer profit de leurs pouvoirs et leurs réseaux clientélistes ». En outre, puisqu'elle est chargée de la sécurité des frontières, l'armée a le pouvoir d'importer et d'exporter facilement les biens « sans être sujette à la douane du pays ou aux inspections ».

LA BRADERIE POUR LE BÉNÉFICE DE WAGNER

En République centrafricaine (RCA), le président Faustin-Archange Touadéra a engagé le groupe Wagner comme force privée, notamment pour assurer sa sécurité. En échange de ses efforts, le groupe a gagné un accès direct aux ressources naturelles de la RCA.

Les forces de sécurité rwandaises montent la garde dans un site de gaz naturel à Afungi (Mozambique). Le pays possède les troisièmes réserves de gaz naturel sur le continent.

Les bûcherons ont abattu une énorme quantité d'arbres de bois de rose en Sierra Leone pour l'expédier en Chine.

La Wagner emploie régulièrement la violence pour saisir les ressources naturelles de l'Afrique et en profiter.

« Selon le récit énoncé par la Wagner, les mercenaires sont là pour former les soldats de la RCA et les aider à éliminer les groupes rebelles qui souhaitent renverser le président, comme le déclare un reportage de CBS News en mai 2023. En réalité, le groupe Wagner a capturé le pays à tel point qu'il peut agir avec impunité et qu'il est accusé d'utiliser une violence horrible pour s'assurer qu'il n'existe pas de concurrence pour ses revenus liés aux marchands d'or locaux ».

Les détails des projets de la RCA montrent que les

efforts d'extraction minière de la Wagner sont de plus en plus rentables pour l'organisation et créent une filière de financement pour la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

« La Wagner a fondé son commerce en RCA en 2018, en créant un centre culturel et en concluant plusieurs accords pour aider à sécuriser les sites miniers, notamment la mine d'or de Ndassima située près de la ville de Bambari au centre du pays », a écrit Erin Banco, journaliste de la sécurité nationale, au début 2023. « Depuis lors, la Wagner a transformé cette mine jadis artisanale en un complexe massif. »

Un camion est chargé de granite broyé dans une mine de Zamfara (Nigeria). C'est le matériau le plus exploité du pays, à hauteur de plusieurs millions de tonnes chaque année.

En date du début 2023, la mine englobait huit zones de production à différentes étapes de développement. La plus grande est estimée atteindre une profondeur de plus de 60 mètres. Les observateurs pensent que le groupe développe le site en vue d'une exploitation à long terme et qu'il l'a fortifié avec des ponts pour franchir la rivière et des canons anti-aériens aux endroits sensibles. Les Russes ont expliqué clairement qu'ils ne souhaitent pas de survol par des aéronefs de reconnaissance.

DES RESSOURCES DÉTOURNÉES

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les ressources naturelles ne sont pas en fait une aubaine pour les économies nationales. Dans certaines régions d'Afrique, l'invasion des voleurs et des terroristes empêche les pays d'exploiter leurs ressources. Dans d'autres pays tels que le Burkina Faso, les terroristes ont saisi le contrôle complet des opérations de mines d'or. En Afrique de l'Ouest, les forêts protégées de bois de rose, arbres en danger de disparition, ont été détruites et le bois envoyé en Chine. On offre des pots-de-vin aux responsables locaux pour qu'ils ignorent l'abattage des arbres.

Le bois de rose est très apprécié en Chine pour la fabrication du mobilier sur mesure. La demande acharnée des fabricants chinois a transformé le bois de rose en matière naturelle la plus trafiquée au monde. Interpol estimait au début 2023 que le bois de rose avait une valeur de 50.000 dollars par mètre cube.

La Chine a tourné son attention vers l'Afrique de l'Ouest après avoir épuisé ses propres stocks de bois de rose. Les activistes environnementaux déclarent que l'attraction de la Chine pour le bois de rose a nourri un marché noir à l'origine de la corruption des responsables gouvernementaux et des chefs tribaux, de l'érosion des protections internationales et de la dévastation de l'environnement. Selon Raphaël Edou, ex-ministre de l'Environnement du Bénin, le vol du bois de rose au Cameroun a aussi affaibli l'état de droit dans ce pays. Le Bénin était une cible précoce du commerce de bois de rose poussé par la Chine.

« C'est presque comme si l'Afrique ne pourrait pas traiter avec la Chine sur un pied d'égalité », déclare à ADF le professeur Abel Esterhuyse de la faculté de science militaire de l'université Stellenbosch en Afrique du Sud. « Les pays africains ne peuvent pas dire : "Écoutez, vous ne nous exploiterez pas". L'Afrique doit articuler l'utilisation de ses propres ressources comme outil en vue de gérer ses propres gouvernements, comme outil d'intérêt pour permettre aux autres pays de se faire concurrence pour leurs relations commerciales, pour faire bénéficier l'ensemble de la société. »

« Je suis fasciné par ce qu'a fait la Chine dans le Nord de la Namibie au cours des dix dernières années, en saisissant chaque morceau de bois, chaque arbre. Ils ont fait de même dans le Sud de l'Angola. Le problème est que cela a créé un énorme ressentiment chez les gens, qui se demandent ce que font les Chinois sur leurs terres. Cela crée cette économie politique entre l'Afrique et le reste du monde d'une façon qui prive les Africains des bénéfices de leurs propres ressources. C'est incroyable. »

DES HISTOIRES À SUCCÈS

Des pays de tout le continent ont démontré la valeur d'utiliser correctement leurs ressources nationales grâce à des entreprises privées, dans l'intérêt de leurs habitants. Ces ressources minières et agricoles ont fourni des sources de revenu et d'impôt pour stabiliser et améliorer les gouvernements civils :

La Côte d'Ivoire a profité d'une expansion économique forte et stable au cours des dix dernières années et elle a été décrite comme « l'un des marchés africains émergents sous-estimés ». Le site web Nomad Capitalist indique que la pandémie de Covid-19 avait interrompu la croissance du pays, mais que les prévisions économiques restaient positives. Parmi les ressources naturelles du pays, on compte les diamants, l'or, le gaz naturel et le pétrole. D'autres ressources, telles que le minerai de fer, le ciment et le nickel, restent essentiellement inexploitées. Le pays a un secteur politique relativement stable et une forte croissance est anticipée dans les prochaines années.

Les ressources naturelles du **Ghana** incluent l'aluminium, la bauxite, les diamants et le bois. Le Ghana est le plus grand producteur d'or d'Afrique, à un taux annuel d'environ 5 à 7 milliards de dollars. Il est

Des mineurs travaillent dans une mine d'or artisanale près de Kamituga en République démocratique du Congo. Le pays est le 16ème producteur mondial d'or.

considéré comme l'un des pays plus stables d'Afrique de l'Ouest depuis sa transition vers le pluralisme démocratique en 1992.

La Namibie est l'un des lieux les plus secs du monde, avec des précipitations annuelles d'environ 27 cm. Mais elle possède de vastes réserves de diamant, cuivre et uranium. Le pays est classé cinquième d'Afrique pour la production de diamant. L'atlas du monde indique que la Namibie est le quatrième producteur d'uranium du monde, après l'Australie, le Canada et le Kazakhstan.

La Namibie est classée quatrième parmi les pays africains sur l'index de la démocratie. Selon Business Insider Africa, le classement du pays « souligne son engagement envers l'inclusion, les processus électoraux et les libertés civiques ».

Le Botswana est connu pour sa faune sauvage, avec 38 % de sa superficie réservée aux parcs nationaux, réserves et zones de gestion de la faune sauvage. Ce pays sans littoral possède environ 2 millions d'habitants et a été décrit par Business Insider Africa comme « l'un de ces pays tranquilles mais prospères des plaines africaines ». Bien qu'il possède un certain nombre de ressources, les diamants constituent son exportation principale (environ 80 %), ce qui en fait le deuxième pays producteur de diamant du monde, après la Russie.

Le professeur Esterhuyse cite le Botswana comme exemple de pays qui sait comment gérer ses ressources.

« Voici certaines des choses qu'ils font correctement, dit-il à ADF. Ils ont une très forte bureaucratie en place. Ils ont une bureaucratie saine qui est non seulement bien éduquée, non seulement bien qualifiée, mais à laquelle les gens et l'état peuvent faire confiance. Je ne parle pas des politiciens ici. Je dis qu'ils ont un système d'administration bureaucratique mature. »

« Il existe des antécédents institutionnels au Botswana basés sur la compétence et le mérite. Ajoutez à cela les services de sécurité, qui ne sont pas différents du reste du secteur de l'état. Les services de sécurité sont bien financés, à 4 ou 5 % du [produit national brut]. Les services de sécurité sont bien qualifiés, bien formés et professionnels. Et les services de sécurité comprennent aussi le renseignement. Dans beaucoup de pays, on ne parle pas souvent des services de renseignement parce que, souvent, ils ne font pas leur travail correctement. Ce n'est pas le cas au Botswana. »

Le professeur Esterhuyse déclare que les problèmes d'exploitation ne sont pas uniques à l'Afrique.

« Je ne pense pas que l'Afrique soit différente de toute autre entité politique au sens large dans le monde, où vous avez un système politique immature, où vous permettez aux politiciens de profiter des opportunités qui sont disponibles, où vous n'avez pas de système parlementaire bien équilibré et fort qui pose les questions correctes. La prévention de l'exploitation dépend de la gouvernance. » ❑

Le Sénégal acquiert un deuxième avion de transport C295

DEFENCEWEB

Les Forces armées du Sénégal ont réceptionné un deuxième aéronef de transport C295 livré par Airbus, huit mois après avoir reçu le premier.

Le nouvel aéronef est arrivé à la base aérienne de Dakar à la fin mars 2023 et a été réceptionné par le ministre de la Défense Sidiki Kaba.

M. Kaba a déclaré que la capacité de décollage et d'atterrissage courts et la polyvalence de l'aéronef lui permettent d'exécuter différentes missions, notamment le transport, le parachutage des troupes et l'évacuation médicale. Ce nouvel aéronef renforcera la capacité de transport des forces armées sénégalaises et soutiendra les missions nationales et internationales. Les responsables sénégalais déclarent que cette acquisition démontre le souhait de modernisation militaire du pays pour relever « les défis de sécurité et de défense dans un environnement régional complexe ».

Le Sénégal a acquis son premier C295 en juillet 2022. En même temps, M. Kaba a officiellement reçu deux hélicoptères Mi-17 et quatre Mi-35 qui avaient subi une révision majeure.

Le C295 est de plus en plus populaire en Afrique. En novembre 2021, Airbus a livré un C295 au Burkina Faso. En mai 2022, le Mali a reçu un deuxième C295 après un retard d'un an. Le premier avait été livré par Airbus en décembre 2016. En 2022, l'Angola a finalisé la commande de trois C295, quatre ans après l'annonce des plans gouvernementaux d'acquisition de ces aéronefs qui seront utilisés en partie pour la surveillance maritime. L'Armée de l'air nigériane considère l'achat d'au moins un C295.

Le Sénégal affronte des séparatistes dans la région de Casamance, lieu de l'un des conflits africains de plus longue durée. Le pays fait aussi face à des groupes terroristes du Sahel. De ce fait, le Sénégal a augmenté les effectifs de ses forces armées et a reçu des bateaux patrouilleurs, des aéronefs d'entraînement, des véhicules blindés et autre équipement.

C295 de l'Armée de l'air espagnole
REUTERS

En juin 2022, les forces armées du Sénégal ont réceptionné 11 transports de troupe blindés Puma M36, des mitrailleuses lourdes, des mortiers, des véhicules de récupération, des fusils d'assaut, des boucliers antiémeute, une douzaine de Toyota Land Cruiser équipés de mitrailleuse lourde, des ambulances de combat, des lance-grenades RPG et des casques de sécurité.

La Zambie commande des hélicoptères turbomoteurs

DEFENCEWEB

L'Armée de l'air de la Zambie a commandé deux hélicoptères turbomoteurs Enstrom 480B pour la formation des pilotes et du personnel.

La société américaine Enstrom Helicopter Corp. a annoncé la vente en avril 2023, Les hélicoptères seront basés à Luanda et utilisés pour la formation et les missions utilitaires. Un forfait de formation est inclus dans la vente.

Les hélicoptères seront équipés de crochets de cargaison et auront suffisamment de place pour des caméras, en plus d'un système avionique Garmin et des panneaux en verre.

Le Safomar Aviation Group d'Afrique du Sud a coordonné et aidé Enstrom dans la vente à la Zambie, y compris la logistique, les spécifications et la configuration des hélicoptères. Safomar exploite une vaste installation régionale de maintenance, réparation et révision et une école de vol. Il entretient et exploite les hélicoptères Enstrom dans toute l'Afrique subsaharienne.

Hélicoptère Enstrom 480B ENSTROM HELICOPTER CORP.

L'Armée de l'air de la Zambie s'est développée progressivement, en réceptionnant des aéronefs de combat légers, de transport et de formation au cours des dix dernières années. En 2019, deux transports C-27J Spartan ont été livrés en provenance d'Italie et un Gulfstream 650ER a été acquis pour le transport des VIP. La Zambie a acquis deux hélicoptères utilitaires Bell 412 auprès de l'Italie en 2021.

En 2022, l'Afrique du Sud a fourni un hélicoptère utilitaire Bell 412SP et un avion de transport Cessna 208B EX Caravan après la livraison d'un Cessna 208 EX en 2020 par les États-Unis.

Une usine de moteur est planifiée au Maroc

PERSONNEL D'ADF

Le constructeur aérospatial Pratt & Whitney va créer une filiale, Pratt & Whitney Maroc, à Casablanca (Maroc) pour fabriquer des pièces de moteur.

La société basée aux États-Unis déclare que son but est de « développer des capacités d'approvisionnement économique à des fins concurrentielles et optimiser l'empreinte opérationnelle et l'utilisation des ressources », selon defenceWeb. La société a sélectionné le Maroc « à cause de son site croissant de sociétés aérospatiales, des coûts d'affaires et des candidats bien formés et disponibles ».

La société déclare que la nouvelle usine créera 200 emplois en date de 2030. Elle sera construite dans la zone franche dédiée à l'aéro-nautique de Casablanca, parc industriel ciblant spécifiquement les systèmes de production aérospatiaux. La zone franche a été conçue pour offrir des avantages fiscaux et autres bénéfices pour la fabrication aérospatiale. Le début de la construction de l'installation de 12.000 mètres carrés est prévu pour le quatrième trimestre 2023, et sa complétion est programmée pour 2025.

Future usine de Pratt & Whitney Maroc à Casablanca (Maroc)
PRATT & WHITNEY

La société estime qu'il y a environ 3.000 moteurs Pratt & Whitney en service en Afrique.

Le secteur de l'aéronautique au Maroc englobe environ 140 sociétés avec des exportations d'environ 2 milliards de dollars, selon l'Administration du commerce international. L'industrie emploie 17.000 personnes, dont 40 % de femmes.

Le Maroc a 24 aéroports commerciaux et a l'intention d'investir 200 millions de dollars pour les développer et les améliorer, en particulier les zones de fret des aéroports de Casablanca et de Tanger.

Pratt & Whitney possède des opérations mondiales de maintenance. La société est une filiale de RTX, la plus grande société aérospatiale et de défense de la planète, avec 180.000 employés dans le monde. Elle avait un chiffre de vente de 67 milliards de dollars en 2022 et elle est basée à Arlington, Virginie.

FLOOD HUB

L'IA aide à prédire et à préparer pour les inondations

PERSONNEL D'ADF

Un nouvel outil utilise l'intelligence artificielle pour surveiller et prédire les inondations dans le monde.

23 pays africains participent à la plateforme d'intelligence artificielle Flood Hub de Google. La société a lancé la plateforme en 2021 et elle a été étendue pour inclure 80 pays en 2023. Elle est conçue pour aider les agences de gestion des catastrophes à évacuer les gens jusqu'à une semaine avant l'arrivée des crues et à renforcer les mesures de prévention des inondations dans certaines régions parmi les plus vulnérables du continent.

« Les gouvernements, les organismes d'assistance et les individus peuvent utiliser Flood Hub pour prendre des mesures en temps opportun et se préparer aux crues des fleuves, en visualisant des données d'inondation localement pertinentes et des prédictions jusqu'à sept jours à l'avance. Ceci est une amélioration par rapport à l'an dernier, lorsque ces informations étaient disponibles seulement 48 heures à l'avance », a déclaré Yossi Matias, vice-président de l'ingénierie et chef de la recherche et la réponse aux crises de Google.

Les inondations affectent plus de 250 millions de personnes chaque année, en provoquant des dommages à hauteur de 10 milliards de dollars, selon Google. En 2023, les inondations en Éthiopie et au Kenya ont tué 50 personnes et forcé le déplacement de 30.000 tout en détruisant des milliers d'hectares de récoltes. Les inondations et les coulées de boue au Rwanda ont tué 127 personnes et les inondations d'Afrique de Sud ont provoqué des épidémies de choléra et de paludisme.

Flood Hub utilise un modèle hydrologique pour prédire le débit d'eau qui sera transporté par un fleuve, et un modèle d'inondation pour prédire les zones les plus affectées par la montée des eaux. Elle recueille des données auprès des images satellitaires, des archives météo et autres sources.

« Nous commençons par recueillir des milliers d'images satellitaires pour construire un modèle numérique du terrain », déclare M. Matias dans une vidéo de démonstration. « En fonction de ces cartes, nous produisons des centaines de milliers de simulations pour déterminer comment le fleuve pourrait se comporter.

« Nous recevons les mesures du gouvernement et les croisons avec nos simulations. »

Les informations sont gratuites et accessibles à toute personne utilisant Google Maps. La société emploie une technologie similaire pour prédire et suivre les feux de forêts.

Les pays africains participants sont l'Afrique du Sud, l'Angola, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Eswatini, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Liberia, Madagascar, le Malawi, la Namibie, le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan du Sud, le Tchad et le Zimbabwe.

LES GARDES FORESTIERS ZAMBIENS EMPLOIENT DES VAUTOURS POUR TRAQUER LES BRACONNIERS

REUTERS

Dans le but de stopper les braconniers et autres qui empoisonnent la faune sauvage, le service des parcs nationaux et de la faune sauvage de Zambie se tourne vers des alliés improbables : les vautours.

Les gardes forestiers du parc national de Kafue étiquettent les vautours à dos blanc et les charognards avec des balises satellitaires pour avertir les gestionnaires de la faune sauvage de la présence des carcasses d'animaux braconnés ou empoisonnés. Dans de nombreuses régions d'Afrique, les propriétaires de bétail empoisonnent les carcasses de vache avec un pesticide agricole pour tuer les félins prédateurs qui viennent festoyer. Ceci est employé comme méthode pour empêcher les lions d'attaquer le bétail.

Mais les carcasses attirent aussi les vautours à dos blanc en danger de disparition, dont le nombre a diminué de plus de 90 % en Afrique de l'Ouest au cours des 40 dernières années, en large mesure à cause de l'empoisonnement.

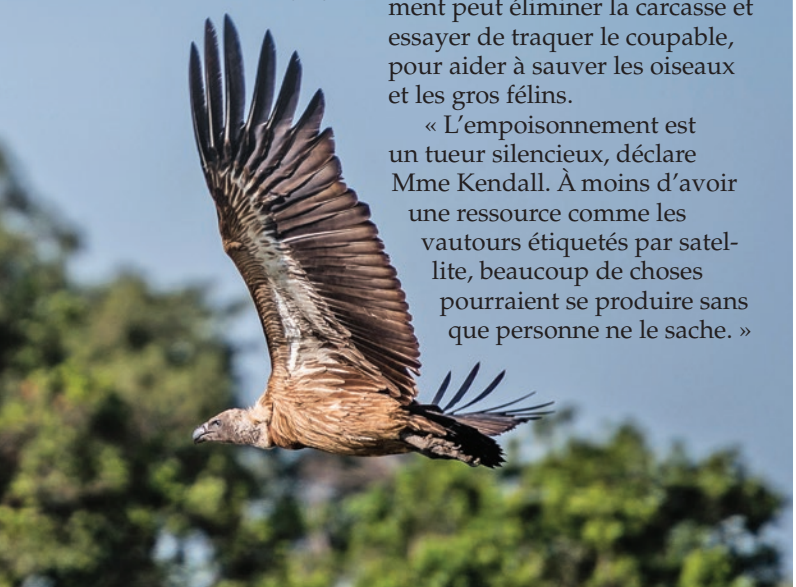
« Les vautours africains à dos blanc viennent [pour manger] en très grand nombre », déclare Corinne Kendall, conservatrice de recherche au zoo de Caroline du Nord, qui dirige le programme.

« Vous pourriez avoir jusqu'à 100 vautours et ils vont tous mourir. Cela a eu un impact énorme sur les vautours et a conduit à ce déclin rapide. Et c'est aussi un gros problème pour les carnivores. »

Depuis 2021, l'équipe a étiqueté 19 vautours en Zambie, en enveloppant des sacs minuscules contenant les étiquettes satellitaires sur les ailes pour obtenir une vue d'ensemble de la situation.

Bien que les empoisonnements ne soient pas « quelque chose qui est bien connu dans le paysage de Kafue », déclare Mme Kendall, les vautours étiquetés ont conduit les gardes forestiers à deux empoisonnements présumés près du parc. Dans ces incidents, le personnel du parc averti de l'empoisonnement peut éliminer la carcasse et essayer de traquer le coupable, pour aider à sauver les oiseaux et les gros félins.

« L'empoisonnement est un tueur silencieux, déclare Mme Kendall. À moins d'avoir une ressource comme les vautours étiquetés par satellite, beaucoup de choses pourraient se produire sans que personne ne le sache. »



Des gardes forestiers zambiens équipent les vautours avec des balises pour les informer des incidents de braconnage ou d'empoisonnement des animaux.

REUTERS

Selon une étude, les forces armées doivent être mieux sensibilisées à la cybersécurité

DEFENCEWEB

Une étude conduite par un chercheur de l'université de Stellenbosch a découvert que la Force nationale de défense d'Afrique du Sud (SANDF) est vulnérable aux cyberattaques et doit accroître la sensibilisation à la cybersécurité des officiers militaires, offrir une formation appropriée et acheter la technologie requise.

« Les officiers militaires sont capables d'être trompés ou même forcés par des acteurs malveillants en ligne de partager des informations sensibles sur les activités opérationnelles », déclare le Dr Kyle Bester, chercheur-psychologue et spécialiste de formation à la sensibilisation sur la cybersécurité, qui a conduit l'étude pour sa thèse à Stellenbosch. « Ils pourraient aussi créer involontairement ou volontairement des points d'accès de logiciel malveillant par lesquels ces acteurs pourraient pénétrer dans le réseau de la SANDF. »

Le Dr Bester a interviewé des officiers de haut rang inscrits à un cours de développement militaire professionnel au Collège de la défense nationale d'Afrique du Sud. Il a aussi demandé aux étudiants de l'Académie militaire sud-africaine et du Collège national de la guerre d'Afrique du Sud de remplir un questionnaire pour recueillir leurs opinions sur le partage de l'information, l'orientation de la sécurité, la sensibilisation à la cybersécurité et la cyberculture.

Il a découvert qu'en règle générale les officiers sont conscients des menaces cybernétiques qui pourraient nuire aux forces armées et qu'ils ont adapté leur comportement sécuritaire en ligne et hors ligne en conséquence. Mais les participants ont identifié les « pratiques de partage de l'information » comme un domaine d'inquiétude.

Les participants ont demandé une éducation et une formation additionnelles en sensibilisation cybernétique et ont exprimé le besoin d'outils logiciels et technologiques plus efficaces pour gérer les menaces de cybersécurité pesant sur les forces armées.

Le major Gert PJ de Jager a déclaré lors d'une conférence sur la guerre électronique à Pretoria (Afrique du Sud) que l'utilisation non contrôlée des réseaux sociaux posait des risques sécuritaires à la SANDF et aux autres forces militaires.

Le major de Jager a noté que la collecte des informations offensives est une composante importante des opérations militaires et « une donnée d'entrée de grande valeur pour déterminer le résultat des batailles et des victoires ». Les forces armées et les acteurs non étatiques se tournent de plus en plus vers les réseaux sociaux pour obtenir des renseignements. Les forces armées doivent former les soldats pour qu'ils utilisent les téléphones mobiles et les réseaux sociaux en toute sécurité.

« La SANDF peut ne pas être capable d'empêcher chaque membre de participer aux réseaux sociaux en ligne mais elle devrait se concentrer sur l'assurance que chaque membre soit conscient de l'importance de la sécurité de l'information lorsqu'il ou elle utilise les réseaux sociaux », dit-il.

LE NIGERIA ouvre un centre national de contre-terrorisme

NCTC

PERSONNEL D'ADF

Le Nigeria a ouvert deux nouvelles installations qui serviront de centre névralgique pour sa lutte contre le terrorisme.

Dans une cérémonie de mars 2023 vers la fin de son mandat, le président Muhammadu Buhari a inauguré le nouvel Office du conseiller à la sécurité nationale et le centre national du contre-terrorisme à Abuja. Il a déclaré que ces installations de pointe fourniront à l'administration entrante du pays une infrastructure pour coordonner efficacement la sécurité nationale et les efforts de lutte contre le terrorisme.

Les installations comprennent des bureaux, des salles de réunion d'équipe, des laboratoires, un hall de conférence, un auditorium et un centre d'opérations/de crise.

Le Nigeria est tourmenté depuis 14 ans par l'extrémisme violent, en particulier dans le Nord-Est du pays. 65.000 personnes ont été tuées.

Le président Bola Tinubu s'est rendu au centre le 5 juin, quelques jours seulement après avoir prêté serment. Il a exhorté les forces armées et tous les secteurs du gouvernement et de la société civile d'œuvrer ensemble pour affronter le terrorisme.

« Vous ne pouvez pas avoir de discordance d'orchestre dans ce plan de sécurité, a-t-il déclaré. Nous devons nous concentrer sur un tunnel, coordonner le partage de l'information, le partage du renseignement, la coordination et travailler plus dur. »

Le complexe est le point culminant des nouvelles politiques de sécurité adoptées par le pays pour coordonner son approche au contre-terrorisme. Elles incluent la stratégie nationale de contre-terrorisme de 2016, la stratégie de la sécurité nationale de 2019, la politique et stratégie nationale de cybersécurité de 2021 et la doctrine nationale de gestion des crises de 2022.

« De façon générale, ces documents de politique mettent l'accent sur une [approche] pangouvernementale impliquant tous les ministres, services et agences en combinaison avec une [approche] pansociétale impliquant les organisations de la société civile et les citoyens », a déclaré M. Buhari en mars 2023.

Le centre a été établi comme organe coordinateur pour contrer le terrorisme et le financement terroriste dans le pays. Il est pourvu en personnel par des représentants des agences et des services du gouvernement et il abrite la branche conjointe d'analyse du terrorisme du Nigeria, la stratégie nationale du contre-terrorisme, l'office d'analyse des engins explosifs et l'unité de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Muhammadu Buhari (au centre), président à l'époque, coupe un ruban pour inaugurer l'immeuble de l'Office du conseiller à la sécurité nationale à Abuja. NCTC

La **SOMALIE** intercepte le matériel et les explosifs à destination des shebabs

VOICE OF AMERICA

L'agence nationale du renseignement et de la sécurité de Somalie a saisi deux cargaisons illicites de matériel militaire et d'explosifs à destination des shebabs.

Lors d'une conférence de presse à Mogadiscio, le ministre d'état somalien de la Défense Mohamed Ali Haga a déclaré que l'agence avait découvert les armes au port et à l'aéroport de Mogadiscio, parfois cachées dans des conteneurs qui semblaient renfermer des articles importés autorisés.

L'agence de renseignement a dit qu'une investigation des cargaisons illicites avait conduit à l'arrestation de dix personnes associées à un réseau de contrebande.

« Notre agence a suivi les activités de ces individus en Somalie et hors de Somalie, a dit M. Haga. Elle a suivi leur participation à ce réseau de contrebande. Heureusement, ils sont tous en détention et aucun ne s'est échappé. »

Le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé un embargo d'armes en Somalie en 1992 à cause d'une guerre civile et de la violence entre factions. Toutefois, les armes continuent à entrer dans le pays à cause des frontières poreuses et d'un littoral non surveillé de plus de 3.000 km de long.

Les autorités somaliennes ont confisqué un conteneur d'expédition plein d'articles militaires à destination des shebabs.

AGENCE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ DE SOMALIE

Après la création d'un gouvernement de transition opérationnel en 2012, les gouvernements successifs ont œuvré pour restaurer la stabilité, la bonne gouvernance et d'autres normes qui aideraient à écarter l'embargo d'armes.

En 2013, le Conseil de sécurité a voté unanimement pour lever partiellement son interdiction de vente d'armes à la Somalie pendant un an.

La résolution a permis au gouvernement somalien d'acheter des armes de petit calibre pour aider ses forces de sécurité à s'entraîner et combattre les militants, mais les restrictions liées aux armes lourdes restent en vigueur. Les sanctions restantes, qui exigent que les demandes concernant certaines armes soient approuvées, sont renouvelées annuellement.

LE KENYA EST PRÈS D'ATTEINDRE SON BUT DE MARQUER TOUTES LES ARMES OFFICIELLES

CYRUS OMBATI, THE STAR

Le Kenya a presque satisfait à l'un de ses engagements envers les traités régionaux et internationaux sur le contrôle des armes : il est sur le point de compléter le marquage des armes à feu et des munitions officielles.

Le service national de la police a marqué 98 % de son stock d'armes à feu et les Forces de défense du Kenya en sont à 70 %. Le secrétaire administratif principal de la sécurité Wilson Njega a qualifié ces progrès d'énorme jalon, qui place le Kenya sur la voie des pays d'élite qui prennent des mesures concrètes pour combattre le commerce illégal des armes.

Il déclare que l'objectif consiste à empêcher les armes d'être détournées vers les criminels sans perturber les transferts d'armes légitimes.

« Cet effort nous aidera à identifier la source et le mouvement de ces armes et éclairera nos décisions et nos réponses pour démanteler le réseau criminel impliqué dans ce commerce », dit-il.

Il ajoute que cela réduira les incidents de violence avec arme à feu conformément à divers accords internationaux, notamment le Protocole de Nairobi et le Programme d'action sur les armes de petit calibre des Nations unies.

« Étant donné que les armes légères et de petit calibre sont responsables pour un grand nombre de morts et de blessés dans les conflits armés, il est impératif d'améliorer la traçabilité de nos armes à feu et nos munitions », déclare M. Njega.

L'exercice de marquage a été prescrit par le Centre régional sur les armes de petit calibre (RECSA) à ses états membres dans le cadre des efforts pour combattre la prolifération illégale des armes légères et de petit calibre et promouvoir la paix et la sécurité en Afrique de l'Est et en Afrique centrale.

Dans une cérémonie d'avril 2023, les responsables américains remettent deux machines de marquage à la police des frontières du Kenya pour soutenir le marquage des armes à feu et la tenue des archives des stocks officiels. RECSA

Cette agence inter-gouvernementale a organisé un atelier de trois jours pour valider les résultats du plus récent examen des progrès de l'exercice.

M. Njega attribue les pourcentages restants d'articles non marqués du Kenya aux nouveaux stocks et aux armes désignées pour les zones où l'exercice de marquage n'a pas encore été entrepris, notamment Wajir et Mandera.

Ivor Richard Fung, chef adjoint de la branche des armes conventionnelles au Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, a fait l'éloge des états membres de RECSA pour les progrès réguliers visant à passer d'une tenue d'archives manuelle à une électronique. RECSA a déployé auprès de ses membres son système de logiciel de traçage pour la tenue électronique des archives.

« C'est un aspect très important du contrôle des armes légères et de petit calibre ; au-delà du marquage, la question de la tenue des archives se pose, a-t-il déclaré. RECSA a été capable d'effectuer des travaux estimables dans ce domaine et nous l'applaudissons, mais beaucoup plus reste à faire. »

SELON UN RAPPORT, LE GROUPE WAGNER ÉRODE LE MAINTIEN DE LA PAIX

DEFENCEWEB

Une étude sur le maintien de la paix montre qu'en 2022 il y avait davantage d'opérations multilatérales de paix entreprises qu'en toute autre année de la décennie précédente.

Le rapport déclare aussi que le groupe Wagner de mercenaires russes est devenu une « source majeure de difficulté » à cause de ses liens avec le gouvernement russe et « l'implication de ses abus des droits de l'homme ».

L'étude compilée par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm a été publiée en juin 2023. Comme pour les années précédentes, les Nations unies ont mené le plus grand nombre d'opérations multilatérales de paix, avec un total de 20, y compris des missions politiques spéciales. Les organisations régionales et les alliances ont conduit 38 opérations, et les coalitions ponctuelles d'état en ont conduit 6.

De ces 64 opérations, 24 étaient en Afrique subsaharienne, 18 en Europe, 14 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 5 en Asie et 3 dans les Amériques.

Les effectifs internationaux déployés dans ces opérations multilatérales de paix dans le monde ont augmenté d'un peu moins de 3 % en 2022, pour atteindre 114.984 en fin d'année. Les plus grands changements d'une année à l'autre concernant les effectifs sont une augmentation de 3.771 en Afrique subsaharienne et une réduction de 541 en Europe.

Les gardiens de la paix ont lancé de nouvelles opérations en Éthiopie, en Guinée-Bissau, au Kazakhstan, en République démocratique du Congo et en Somalie. L'opération somalienne est essentiellement une reconfiguration d'une opération existante avec un nouveau nom et un nouveau mandat.

Le rapport a noté la mission de soutien de stabilisation en Guinée-Bissau, qui avait été établie par la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest en février 2022 à la suite d'une tentative de coup d'État, et la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est en RDC, établie en juin.

Le rapport mentionne aussi la mission de surveillance, vérification et conformité de l'Union africaine à Mekele, dans la région éthiopienne du Tigré.

Des gardiens de la paix sénégalais participant à la mission des Nations unies en République démocratique du Congo se préparent à partir en patrouille. AFP/GETTY IMAGES

Le rapport critique les mercenaires russes du groupe Wagner. En 2022, la Wagner était active en République centrafricaine (RCA) et au Mali, où des opérations de maintien de la paix de l'ONU étaient aussi déployées. La Russie a fait objection au texte relatif à la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en RCA.

« La Russie a résisté à l'inclusion d'un texte condamnant "l'utilisation de mercenaires et les violations des lois humanitaires internationales et des abus des droits de l'homme qu'ils commettent", qui réfère implicitement mais clairement au Groupe Wagner », déclare l'un des chercheurs du rapport.

Selon l'ONU, les gardiens de la paix *sont le « cœur battant » des missions*

NATIONS UNIES

Depuis 1948, plus de 2 millions de personnel en uniforme et de civils ont participé aux missions déployées par les Nations unies dans le monde. Leurs contributions ont été mises en évidence lors de la journée internationale des Casques bleus des Nations unies célébrée le 29 mai 2023.

« Les gardiens de la paix des Nations unies sont le cœur battant de notre engagement envers un monde plus pacifique », a déclaré le secrétaire général António Guterres dans son message de cette journée. Il a fait appel au soutien continu des femmes et des hommes qui aident les pays à faire la transition de la guerre à la paix.

« Ils sont aussi cruciaux pour la protection des civils touchés par le chaos de ces conflits meurtriers, en fournissant une planche de salut et une assistance dans certains des contextes les plus dangereux imaginables », a-t-il ajouté.

Deux gardiens de la paix ghanéens (à droite) participent à une cérémonie en mars 2023 au Liban pour marquer le 45ème anniversaire de la force de maintien de la paix des Nations unies déployée là-bas. AFP/GETTY IMAGES

Il a noté qu'un grand nombre ont payé le prix ultime : plus de 4.200 gardiens de la paix ont perdu la vie en servant sous le drapeau de l'ONU. « Nous nous tenons avec compassion et solidarité aux côtés des familles, des amis et des collègues et nous serons pour toujours inspirés par leur dévotion généreuse à la cause de la paix. »

Aujourd'hui, plus de 87.000 gardiens de la paix provenant de 125 pays participent à 12 opérations de l'ONU en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Ils font face à la montée des tensions mondiales et des divisions, à la stagnation des processus de paix et à la complexité accrue des conflits, a déclaré M. Guterres.

« Malgré ces obstacles, et œuvrant avec un vaste éventail de partenaires, les gardiens de la paix persévèrent, dit-il. Pour les gens qui vivent dans l'ombre des conflits, nos équipes de Casques bleus représentent l'espoir. Alors que les gardiens de la paix soutiennent l'humanité, je vous demande de toujours les soutenir et de leur rendre hommage. »

La journée internationale des gardiens de la paix des Nations unies est commémorée annuellement le 29 mai, conformément à une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU adoptée en 2002. La date indique le début de la première mission de maintien de la paix de l'ONU, l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine en 1948.

Le thème du 75ème anniversaire des opérations de maintien de la paix de l'ONU était « La paix commence avec moi », qui a rendu hommage au service et au sacrifice des Casques bleus d'hier et d'aujourd'hui. Il a aussi rendu hommage à la résilience des communautés qu'ils servent, et qui continuent à œuvrer pour la paix malgré de nombreux obstacles.

L'ONU CERTIFIE L'ÉCOLE DE L'ARMÉE DU GHANA

PERSONNEL D'ADF

Des soldats ghanéens participent à une cérémonie à Accra. AFP/GETTY IMAGES

Les Nations unies ont accordé leur certification de reconnaissance de formation onusienne à l'école de formation des opérations de paix de l'Armée de terre du Ghana.

L'école a obtenu le certificat après une évaluation vigoureuse des éléments de formation des installations et une visite de site de quatre jours par l'équipe d'évaluation de formation de l'ONU, selon un reportage du Ghana Peace Journal.

L'école, située au camp de formation de Bundase près d'Accra, a été établie en juin 2021 pour former les soldats pour les opérations de soutien de paix. Depuis lors, elle a formé des femmes et des hommes pour soutenir les opérations dans la sous-région et d'autres parties du monde.

En présentant le certificat, le major-général Thomas Oppong-Peprah a déclaré que la participation du Ghana dans les opérations mondiales de soutien de la paix atteindra un niveau supérieur après la désignation de l'ONU.

Le général de brigade Stephen Wose Adzikpo Kweku Parbey a noté que, à la suite de l'évaluation positive, l'école est désormais l'une des institutions reconnues par l'ONU avec l'autorité d'entraîner et de former les soldats pour des affectations de maintien de la paix dans le monde entier, selon un reportage du Daily Guide Network. Les responsables ont déclaré que l'école commencera bientôt à former des partenariats avec les pays frères.

La cérémonie a aussi inclus la mise en service de nouveaux projets à l'école, selon le reportage du Multimedia Group of Ghana. Ces projets incluent le site de production d'eau fraîche de Bundase, un poste d'aide au régiment qui servira d'installation clinique et un centre social.

Un membre de l'Armée de l'air royale marocaine descend d'un avion après avoir atterri dans une base aérienne à Ben Guerir (Maroc) pendant l'exercice militaire African Lion. AFP/GETTY IMAGES

Le Maroc et le Brésil NOUENT DES LIENS DE DÉFENSE

PERSONNEL D'ADF

Le Maroc et le Brésil examinent un accord de coopération en matière de défense qui inclurait la recherche, le développement, les achats d'armes et le soutien logistique.

Le Sénat brésilien a approuvé l'accord en mai 2023. L'accord de coopération s'intègre à la stratégie du Maroc consistant à diversifier mondialement ses partenariats de sécurité. Selon la société de renseignement stratégique ADIT, les dépenses militaires du Maroc s'élevaient à 5 milliards de dollars en 2022, presque 4 % de son produit national brut.

Le Maroc et le Brésil ont signé un accord en 2019 pour partager la technologie militaire. Ceci est considéré comme le début du développement de l'industrie marocaine de la défense et de la réduction de sa dépendance sur les armes fabriquées à l'étranger, selon les souhaits du Maroc. En vertu de l'accord, le Brésil partagerait la science et la technologie militaire et offrirait une formation aux officiers marocains sur les technologies militaires de pointe, selon ADIT.

Les deux pays, qui sont distants de 7.000 km, se soutiennent mutuellement dans d'autres secteurs. Ils se sont réunis au Brésil en mai 2023 pour une réunion du groupe d'amitié parlementaire Brésil-Maroc. Le groupe souhaite renforcer le dialogue entre les membres des parlements des deux pays et « promouvoir un partenariat culturel, économique et commercial », selon le North Africa Post. Le président Tião Medeiros déclare que les deux pays partagent les mêmes valeurs démocratiques et les mêmes positions sur les questions d'intérêt commun, notamment le développement durable, la lutte contre le racisme, le changement climatique et la promotion de la paix et la sécurité régionales et internationales.

LE ZIMBABWE CHERCHE L'ASSISTANCE DU

NIGERIA POUR SON ARMÉE DE L'AIR

DEFENCEWEB

Un hélicoptère de l'Armée de l'air nigériane fait flotter le drapeau national pendant la célébration de la fête de l'indépendance à Abuja. AFP/GETTY IMAGES

Le commandant de l'Armée de l'air du Zimbabwe s'est rendu au Nigeria pour demander à son homologue une assistance technique, y compris pour l'opération et l'entretien des avions de chasse et des hélicoptères.

L'Armée de l'air nigériane (NAF) a signalé que le maréchal de l'air Elson Moyo, commandant de l'Armée de l'air du Zimbabwe, avait visité le maréchal de l'air Oladayo Amao, chef d'état-major de la NAF à l'époque, au quartier général de la NAF en mars 2023.

Le maréchal Moyo a dit qu'il souhaitait obtenir une assistance technique dans les domaines de la recherche et du développement, la technologie des drones, et l'opération et l'entretien des aéronefs. Les domaines de collaboration identifiés sont selon le maréchal des domaines d'intérêt commun pour le Zimbabwe et le Nigeria puisque leurs armées de l'air utilisent certains aéronefs qui sont similaires.

Le chef de l'Armée de l'air zimbabwéenne a noté que l'Armée de l'air nigériane a enregistré en peu de temps des « accomplissements remarquables » dans ses efforts de transformation visant à développer une capacité locale. Il dit que ceci fournit une motivation pour l'Armée de l'air du Zimbabwe de regarder chez elle dans le cadre de ses efforts pour relever les défis techniques.

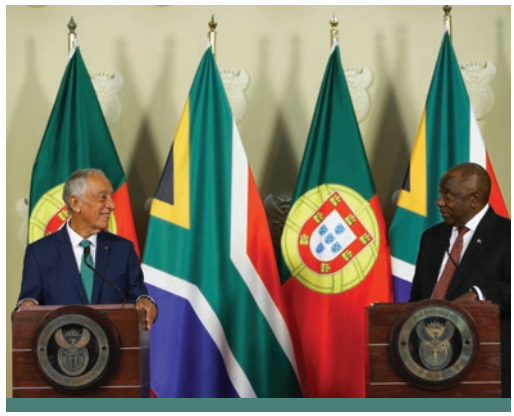
Le maréchal Moyo a loué la NAF pour son soutien passé, y compris la formation fournie à la première promotion de pilotes zimbabwéens dans les années 1980. Selon lui, cela a influencé la décision de chercher une collaboration avec la NAF concernant le développement des capacités.

Le maréchal Amao a déclaré que la NAF était prête à bâtir un partenariat mutuellement avantageux avec l'Armée de l'air du Zimbabwe. Il a dit que la NAF a des partenariats avec d'autres pays africains. L'amélioration de la coopération entre les pays africains est la solution aux nombreux défis que le continent affronte, notamment la sécurité.

L'Afrique du Sud et le Portugal

CONCLUENT UN ACCORD DE DÉFENSE

DEFENCEWEB



Le président sud-africain Cyril Ramaphosa (à droite) et le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa donnent conjointement une conférence de presse à Pretoria. AFP/GETTY IMAGES

Un accord signé à Pretoria (Afrique du Sud) promet de renforcer la coopération de défense entre le Portugal et l'Afrique du Sud.

Le président du Portugal Marcelo de Sousa s'est réuni avec le président d'Afrique du Sud Cyril Ramaphosa lors d'une visite d'état effectuée par le chef de ce pays européen en juin 2023. Les deux présidents ont aussi promis une coopération dans les domaines des sciences et de l'innovation, de l'éducation et de l'énergie.

M. Ramaphosa a déclaré que le Portugal et l'Afrique du Sud « souhaitent apprendre l'un de l'autre » car les deux pays sont actifs dans le domaine du maintien de la paix.

« Dans la mesure où il existe un conflit qui fait rage dans une autre région du monde, cela ne signifie pas que nous devrions être dissuadés de conclure des accords qui nous rapprocheront et nous permettront de coopérer plus efficacement », a-t-il dit, selon un reportage de SANews agency. « Cet accord est un excellent signal pour les deux pays. »

La visite de M. de Sousa a coïncidé avec l'arrivée du sous-marin de la Marine portugaise NRP Arpão au Cap, accompagné du navire patrouilleur NRP Setúbal.

IMAGE DU PASSÉ

ILLUSTRATION D'ADF

EWUARE LE GRAND

PERSONNEL D'ADF

Selon des récits transmis oralement par les griots ou conteurs, le plus grand roi du Royaume du Bénin a capturé le trône en utilisant des pouvoirs magiques qu'un lion lui avait donnés lorsqu'il avait retiré une épine de sa patte.

La magie est fortement présente dans tout récit lié à Ewuare le Grand, mais c'était un homme réel avec des accomplissements réels que les historiens ont documentés. Il était le roi d'un royaume, dans ce qui est aujourd'hui le Sud du Nigeria, entre les années 1440 et 1473. C'était le premier Oba (roi) puissant qui avait éliminé l'autorité des uzama, concile de chefs chargés de nommer l'Oba. Ewuare a établi une monarchie héréditaire et son fils aîné lui a succédé. À travers l'histoire, les gens croyaient que lorsqu'un homme devenait Oba, il devenait un être divin. Bien que la mère soit vénérée et détienne elle-même des pouvoirs, elle n'était plus jamais autorisée à revoir un fils devenu Oba.

Ewuare est né avec le nom de Prince Ogun, troisième fils de l'Oba Ohen. Vingt-cinq ans après son accession au trône, le père devient paralysé des deux jambes et il est lapidé à mort, selon un récit, parce que sa condition signifie qu'il a perdu ses pouvoirs divins. Les uzama permettent à Uwaifaikon, autre fils d'Ohen, d'occuper le trône. Ogun se rend à Benin City, la capitale, et renverse son frère dans un coup d'État, soi-disant grâce à la magie du lion. Ogun tue son frère et, ce faisant, incendie une grande partie de la ville. Lorsqu'il reconstruit la ville qu'il a détruite, Ogun prend le nom d'Ewuare, ce qui veut dire « les ennuis ont cessé ».

Ewuare prend sa place dans l'histoire en tant que conquérant. Il capture des villes et des villages de la région pour étendre son empire, qui devient l'un des plus grands d'Afrique de l'Ouest. Il conduit personnellement son armée dans un grand nombre de campagnes. Dans les villes qu'il saisit, il remplace les chefs par des alliés provenant de sa bureaucratie. Un récit oral déclare qu'il remporte 201 victoires.

Alors qu'il agrandit son empire, il introduit une structure dans le système politique, il améliore les échanges commerciaux et encourage les œuvres d'art, en particulier les moulages en bronze, trait particulier de ce royaume. Il protège la ville avec des murs et des douves. On dit que la ville avait neuf portails et de grands boulevards, avec des zones spécifiquement réservées à différents métiers artisanaux, notamment la sculpture de l'ivoire et du bois. Il invite les artisans à venir vivre dans sa ville.

Les archéologues estiment aujourd'hui que les murs entourant la ville avaient une longueur de 15 km ; il existait aussi un système de fossés de 16.000 km couvrant l'ensemble du royaume, peut-être pour démarquer les territoires des villes et des villages individuels.

Dans le royaume du Bénin, le titre d'Oba était hérité par le fils aîné de chaque roi successif. Chaque nouveau roi devait commémorer la mort de son père avec une tête de bronze placée sur un autel du palais.

Ewuare établit un gouvernement d'Eghabho n'ore (chefs de ville) et d'Eghabho n'ogbe (chefs de palais). Les chefs dépendent directement de lui et sont chargés de traiter des questions légales et de percevoir le tribut. Il encourage les membres des familles nobles à travailler dans son palais pour un petit salaire afin d'apprendre à devenir administrateur.

Ewuare envoie son fils aîné Kuoboyuwa gouverner une partie de son royaume appelée Iken, et son deuxième fils Ezuwarha gouverner une autre région appelée Iyowa. Les frères deviennent des rivaux et finissent pas s'empoisonner mutuellement. On dit qu'Ewuare est rempli de chagrin après avoir perdu ses fils et promulgue une loi interdisant les relations sexuelles dans son royaume pour une période de trois ans. Cela pousse de nombreux habitants du royaume d'émigrer ailleurs. Finalement, il annule sa loi.

L'histoire l'appelle aujourd'hui Ewuare le Grand et son héritage le plus célèbre est la tradition des moulures en bronze et d'autres objets d'art. L'artisanat qui est peut-être le plus connu concerne la tête en bronze (en fait, en laiton) que chaque Oba fait sculpter de son prédécesseur au début de son règne. Ewuare a lancé cette tradition et on l'appelle aussi Ewuare le roi du bronze.

On sait peu de choses sur sa mort. Le fils aîné restant est assassiné et un autre fils règne pendant une courte période jusqu'à ce qu'il soit renversé par l'uzama. Son troisième fils Ozolua devient Oba vers 1483 et règne jusqu'en 1514.

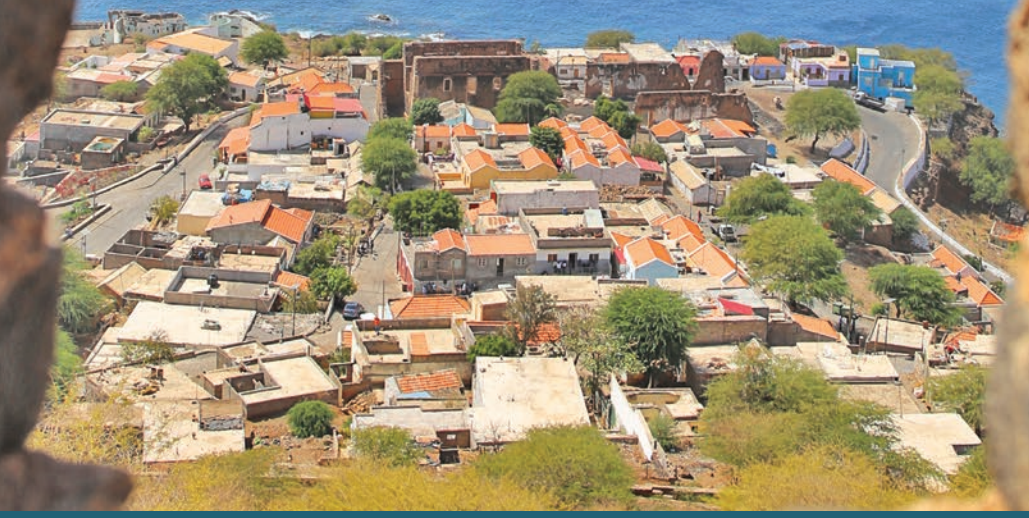
Le royaume dure pendant près de 400 ans de plus et accueille la première visite des explorateurs européens en 1485. Il subit des périodes de négligence et de mauvaise gouvernance mais il se rétablit toujours jusqu'en 1899, lorsqu'il s'effondre sous le poids de l'agression britannique. Lors de cet effondrement, les pilleurs européens volent une grande partie des œuvres d'art du royaume, notamment les têtes en bronze des Obas. Ces œuvres d'art sont aujourd'hui présentées dans les musées du monde entier.

Aujourd'hui, un mouvement existe pour ramener les objets d'art au Nigeria. Un grand nombre de musées, peut-être la plupart, déclarent qu'ils coopéreront pour que ces articles inestimables puissent être montrés dans les musées du Nigeria.

OÙ SUIS-JE ?

INDICES

1. Ce site du patrimoine mondial de l'Unesco est l'une des Sept Merveilles d'origine portugaise du monde.
2. Son port était un lieu d'escale pour les explorateurs Vasco de Gama en 1497, en route pour les Indes, et Christophe Colomb en 1498, lors de son troisième voyage vers les Amériques.
3. Son emplacement à la croisée des civilisations a donné naissance à la première vraie société créole de race mixte.
4. Jadis port crucial de la traite des esclaves, il a préservé son « Monument du Pilori » qui commémore ces tristes antécédents.



RÉPONSE **Cidade Velha (Cap-Vert)**

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : **ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com**. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany

adf
AFRICA DEFENSE FORUM

Vous êtes impatient de lire le prochain numéro ?

À ADF-Magazine.com, nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.

RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, **ADF-Magazine.com**, ou en envoyant un courriel à **News@ADF-Magazine.com**.